

SOMMAIRE

ECRIRE L'HISTOIRE REINVENTER LA SOCIETE

<i>Présentation du numéro</i>	3
I. ECRIRE L'HISTOIRE : L'EXEMPLE DU PAYS KHMER	
Jacques NEPOTE, <i>Sources de l'histoire du Pays khmer et société cambodgienne, quelques considérations méthodologiques</i>	5
Grégory MIKAELIAN, <i>La gouvernance vertueuse de Rāma versus l'hybris de Kṛṣṇa. Note sur le poème de séparation national des Cambodgiens</i>	19
Sacha SHER, <i>La perception et le sort des minorités sous le régime révolutionnaire cambodgien</i>	33
II. REINVENTER LA SOCIETE : INSTRUMENTS CULTURELS ET PRATIQUES MATERIELLES AU VIET-NAM	
Kim Dung LAMOUREUX, <i>Bách-Khoa et sa vision de la culture nationale Sud-viétnamienne</i>	57
NGUYỄN Xuân Hiên, Peter A. REICHART, Margret J. VLAAR & Jane D. CHANG, <i>La chique de bétel au Viêt-Nam, les récentes mutation d'une tradition millénaire</i>	73

* * *

Comptes rendus

1. FILMOGRAPHIE	127
Roshane Saidnattar (un film écrit et réalisé par), <i>L'important c'est de rester vivant, Au cœur de la folie Khmère rouge</i> , 97 minutes – format 35 mm – 2009 - En coproduction avec Indravati Production – Antoine Martin Productions. (Nasir Abdoul-Carime)	
2. APPROCHES HISTORIQUES DU CAMBODGE	130
Alfons VAN DER KRAAN, <i>Murder and Mayhem in Seventeenth-Century Cambodia. Anthony van Diemen vs. King Ramadhipati I</i> , Chiang Mai, Silkworm Books, 2009, 79 p. (Grégory Mikaelian) ; Mathieu GUERIN, <i>Paysans de la forêt à l'époque coloniale. La pacification des aborigènes des hautes terres du Cambodge (1863-1940)</i> , Caen, « Bibliothèque d'histoire rurale » n° 10, Association d'histoire des Sociétés Rurales / École française d'Extrême-Orient / Centre de Recherche en Histoire Quantitative, 2008, 356 p. (Grégory Mikaelian).	
3. GLOBALISATION, MONDIALISATION, DEVELOPPEMENT : THEORIES ECONOMIQUES ET PROSPECTIVE	168
Muhammad YUNUS, <i>Vers un nouveau capitalisme</i> , Paris, Le Livre de Poche, 2009, 384 p. [http://www.livredepoche.com] & Joseph STIGLITZ, <i>La grande désillusion</i> , Paris, Le Livre de poche, 2003, rééd. 2008, 407 p. (Chantal Thiollier-Dutilleul) ; Walden BELLO, <i>The future in the balance, essays on globalization and resistance</i> , édition et préface d'Anuradha MITTAL, Quezon City, University of the Philippines Press, 2001, xx-312 p. (Elsa Clavé).	
4. MALAYSIA ET PHILIPPINES, BILANS CONTEMPORAINS	178
Colin BARLOW & Francis LOH KOK WAH, eds., <i>Modern Malaysia in the Global Economy: Political and Social Change into the 21st Century</i> , Londres, Edward Elgar, 2001, 264 p. (Renaud Barne) ; KRINKS, Peter, <i>The Economy of the Philippines, Elites inequalities and economic restructuring</i> , London & New-York, Routledge, 2002, 262 p. (Élise Bas).	
Reçus à la Revue	185
Résumés	189
Resumos	191
Abstracts	193

COMPTES RENDUS

1. FILMOGRAPHIE

Roshane SAIDNATTAR (film écrit et réalisé par), *L'important c'est de rester vivant, Au cœur de la folie Khmère rouge*, 97 minutes – format 35 mm – 2009 - En coproduction avec Indravati Production– Antoine Martin Productions.

Présentons succinctement les deux principaux protagonistes de ce long-métrage. D'un côté, Roshane Saidnattar, l'intervieweuse, cinéaste et journaliste, enfant-victime de l'enfer khmer rouge. De l'autre côté, Khieu Samphan, un des hauts responsables du Kampuchea démocratique, qui se présente face à la caméra comme un « paisible vieillard » qui tente d'élever des volailles et de cultiver son champ de soja. D'un côté, une enfant issue de la bourgeoisie phnom-penhoise d'origine khméro-indienne, envoyée *manu militari* avec sa mère, son frère et sa grand-mère maternelle dans des regroupements de travailleurs forcés à la campagne. De l'autre, un fils de notable de province d'origine sino-khmère, qui a présenté en 1959 une thèse à Paris sur l'exploitation de la paysannerie khmère, activiste de premier plan d'un mouvement révolutionnaire qui prit le pouvoir en 1975, et dont il endossa l'habit de chef de l'Etat l'année suivante. En 1979, avec l'invasion vietnamienne et la chute du régime khmer rouge, l'une et l'autre s'en sortirent, avec son lot de traumatismes pour la victime et différentes postures de déni pour l'ex-bourreau. Moins de trois décennies plus tard, ils se rencontrent.

Cette rencontre, Roshane Saidnattar va la provoquer. Après une multitude de démarches – la cinéaste est volontairement peu loquace sur les différents réseaux qui vont l'aider à atteindre son objectif – et sans annoncer qui elle est vraiment, elle obtient un accord de l'intéressé en 2004. Mais c'est seulement en 2007 que l'interview filmé va avoir lieu. Le tournage va durer trois semaines dans la localité de Pailin, avec comme décor principal, la maison de Khieu Samphan. Notons au passage que située loin de Phnom-Penh, cette région abrite une multitude d'anciens Khmers rouges de tous grades et leurs familles, officiellement ralliés au régime de Hun Sen (fin 1998). De même, il faut resituer cette période 2004-2007 dans le processus de déliquescence historique du mouvement khmer rouge. N'ayant plus aucun pouvoir de nuisance vis-à-vis du pouvoir en place, les derniers hauts-responsables khmers rouges (Khieu Samphan, Ieng Sary, Nuon Chea) craignent de plus en plus la mise sur

pied d'un tribunal international¹. Se justifier, se défendre et s'exonérer devient dès lors un de leurs derniers combats. C'est dans cette perspective que l'on doit comprendre l'accord de Khieu Samphan².

Roshane Saindattar filme Khieu Samphan en cadrant son visage, avec des plans-séquences simples et sans fioritures, et lui pose des questions empreintes d'une certaine retenue. Lui, de plus en plus confiant, énonce doctement et en plusieurs points sa vérité historique. Le discours est rodé. Il affiche sa soi-disant méconnaissance des massacres, de l'exploitation de la famine comme technique de contrôle des masses – avec les conséquences dramatiques que l'on sait sur une population rendue corvéable à merci. Il feint une naïveté assumée en décrivant le rôle de « président-pantin » que les « vrais dirigeants khmers rouges » (il parle des Khmers rouges pour désigner les autres et se dégage ainsi du groupe des responsables) lui ont imposé. Bref, il ressort à son écoute que, tout comme les malheureux représentants du « peuple du 17 avril » (la population urbaine envoyée dans les rizières), il n'a fait que subir les dérapages d'un régime qui avait en amont de bonnes intentions.

En visionnant les *rushes*, la cinéaste pressent le piège tendu par Khieu Samphan : bénéficiaire d'un support médiatique pour distiller sa petite musique sur le « je n'ai rien vu, je n'ai rien su et je n'ai rien décidé ». Le piège est d'autant plus dangereux que l'interview se fait en khmer. Projeter le film documentaire tel quel au Cambodge, face à un public qui n'a majoritairement pas connu cette époque, dans une société où le travail de mémoire est bridé, c'est offrir une tribune inespérée au principal intéressé.

Pour y pallier, elle décide alors dans un second temps d'entrecouper les séquences d'interview par une reconstitution de son calvaire au quotidien sous les Khmers rouges et par quelques extraits d'archives d'actualités sur la chute de Phnom-Penh et de films de propagande de l'Angkar (*i.e.* le régime khmer rouge). Ces flashbacks n'ont pas pour but de contrecarrer les dires de Khieu Samphan. L'intelligence de cette démarche est de prendre le spectateur à témoin : comme d'autres enfants, la petite fille est séparée un temps de sa famille, elle est soumise à un endoctrinement idéologique, travaille dans les champs... et Khieu Samphan est le chef d'État de ce régime ; l'odeur de la mort règne autour d'elle – elle évoque le meurtre de nouveau-nés maintes fois soulignés par d'autres témoignages, les exécutions de « mauvais éléments » à la nuit tombée –, les peurs et les angoisses devenues le seul horizon de pensée... et Khieu Samphan est le chef d'État de ce régime. Et l'on pourrait ajouter qu'avec la chute du Kampuchea démocratique, et alors que les horreurs de ce régime

¹ Dès janvier 2001, les deux chambres du Parlement cambodgien ont adopté, à l'unanimité, une loi « portant établissement de Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens, chargées de traduire en justice les personnes responsables de crimes commis pendant la période de Kampuchea Démocratique ».

² Signalons pour Khieu Samphan la sortie de son ouvrage chez L'Harmattan en 2004 : *L'histoire récente du Cambodge et mes prises de position*, 172 p.

sont dévoilées, Khieu Samphan demeure toujours un haut-responsable du mouvement entré en guérilla.

Il est peu de dire que ce type de montage en creux atteint son objectif. Sans subir un parti pris à charge, le spectateur peut entendre ce fidèle représentant de la révolution khmère rouge dénier la responsabilité dont on l'accuse, sans être dupe sur la réalité de ce régime, ni sur la pertinence de ses propos.

L'important, c'est de rester vivant retrace aussi en filigrane une histoire familiale dans les tourmentes de l'histoire cambodgienne. À la fin de ce long-métrage, Roshane Saidnattar et sa mère reviennent dans le village situé au fin fond de la province de Battambang où elles ont travaillé pour la collectivité sous la surveillance du « peuple ancien » (terme khmer rouge désignant les paysans passés sous leur autorité avant la chute de Phnom-Penh). À ce moment, le temps passé et le temps présent se télescopent. La tension est palpable. Les non-dits, les regards fuyants et la gêne de certains villageois révèlent les drames, les souffrances qui ont eu lieu à cet endroit trois décennies plus tôt. Sans peut-être s'en douter, le spectateur assiste en fait à un moment rare. Car pour l'opinion internationale, le centre de détention et torture de Tuol Sleng (ou S21) situé dans la capitale caractérise la machine à tuer khmère rouge. Avec l'excellent film documentaire *S21, la machine de mort Khmère rouge* de Rithy Panh, le procès en cours de l'ancien directeur du centre (Douch), le lieu transformé en musée, tout concorde en effet pour conforter cette opinion. Mais, faut-il le rappeler, la grande majorité des Cambodgiens décédés sous les Khmers rouges le furent dans les campagnes, sous une autorité administrative très vague, et sous les coups et les regards d'une frange de la paysannerie qui a toujours exécuté « ces gens des villes ». Dans ce village, comme dans des centaines d'autres sous le Kampuchea démocratique, des « petites mains » de la terreur ont pu ainsi exercer leur autorité et leur vengeance. Face à la cinéaste et à sa mère, quelques unes de ces « petites mains » sont bien présentes. Dans la bouche d'une vieille paysanne, celle-ci souligne sa misérable condition et celle de sa famille. Il n'y a ni regret ni remord mais une amertume récurrente sur la vie difficile des gens de la rizière. En clair, elles, les survivantes, ont au moins réussi à s'en sortir tandis que « nous » restons dans la misère. Et les images livrent ce décalage social saisissant entre le groupe de villageois et les deux citadines revenant sur les lieux de leur souffrance en voiture. Force est de constater que cette tension sociale ville-campagne, dont le mouvement khmer rouge a pu en bénéficier à un moment de l'histoire du Cambodge, demeure plus que jamais d'actualité à l'échelle du pays. En quelques plans sur ce village, tout est dit sur la difficulté de ce pays à cicatriser ses blessures, et au demeurant, à bâtir un projet de cohésion sociale, gage d'un avenir sans nouveaux traumatismes

Nasir ABDOUL-CARIME

2. APPROCHES HISTORIQUES DE LA PENINSULE

KRAAN, Alfons van der, *Murder and Mayhem in Seventeenth-Century Cambodia. Anthony van Diemen vs. King Ramadhipati I, Chiang Mai, Silkworm Books, 2009, 79 p.*

Il reste beaucoup à apprendre des sources hollandaises sur la royauté cambodgienne du XVII^e siècle¹. Mais elles ne sont guère accessibles. Van der Kraan donne justement à lire une partie de la documentation inédite, en livrant au public anglophone nombre d'éléments nouveaux sur les déboires de la V.O.C. au pays khmer, durant la décennie 1636-1647.

Enseignant à la faculté d'Économie de l'Université de Nouvelle Angleterre en Australie, Van der Kraan est d'abord un spécialiste de l'histoire économique de l'Asie du Sud-Est insulaire², singulièrement celle qui croise les remous sociopolitiques à l'œuvre autour du conflit colonial des XIX-XX^e siècles dans la région des Petites îles de la Sonde³, à Lombok⁴ et Bali⁵ principalement. Familier à ce

¹ Pour un survol bibliographique de la question, voir notre note sur « Les Hollandais au Cambodge dans les années 1630-1640 à propos de l'ouvrage de Carol Kersten », *Péninsule* n° 50, 2005 (1), pp. 73-88.

² KRAAN, Alphonse van der, *The Development of Underdevelopment 1900-40*, Southeast Asian Monograph Series, n° 6, Townsville, James Cook University, 1980, 76 p. ; « Anglo-Dutch Rivalry in the Java Cotton Trade, 1811-30 », *Indonesia Circle*, The School of Oriental and African Studies, Oxford University Press, n° 68, London, 1996, pp. 35-64 ; *Contest for the Java Cotton Trade, 1811-1840: an Episode in Anglo-Dutch Rivalry*, Centre for Southeast Asian Studies, Occasional Papers Series n° 32, University of Hull, 1998, xi + 6 p. ; « The Birth of the Dutch Cotton Industry, 1830-40 », [in] FARNIE, Douglas & JEREMY, David (eds), *The Fibre that Changed the World: the Cotton Industry in International Perspective, 1600-1990's*, London, Oxford University Press, 2004, pp. 283-306.

³ IDEM, « Bali and Lombok in the World Economy », *Review of Indonesian and Malaysian Affairs*, University of Sydney, Winter/Summer, 1993, pp. 91-105.

⁴ IDEM, « The Nature of Balinese Rule in Lombok », *Monographs of the Malaysian Branch of the Royal Asiatic Society (MBRAS)*, n° 6, Kuala Lumpur, 1975, pp. 91-107 ; *Lombok: Conquest, Colonization and Underdevelopment*, Singapore, ASAA Southeast Asian Publication Series, 1980, xii + 277 p. ; *George Pockock King: A Merchant Adventurer in Nineteenth Century Lombok*, University of Hull, Centre for Southeast Asian Studies, Occasional Papers Series n° 22, 1993, xii + 46 p. ; « Lombok under the Mataram Dynasty, 1834-1894 », [in] REID, A. (ed.), *The Last Stand of Asian Autonomies: Responses to Modernity in Diverse States of Southeast Asia, 1750-1900*, London, Macmillan, 1997, pp. 389-410.

⁵ IDEM, « The Fall of the House of Karangasem », *Kabar Seberang*, n° 1, Townsville, 1977, pp. 44-59 ; « Bali: Slavery and Slave Trade » [in] Anthony REID (ed.), *Slavery, Bondage and Dependency in Southeast Asia*, University of Queensland Press, 1983, pp. 286-315 ; « Human Sacrifice in Bali: Sources, Notes and Commentary », *Indonesia*, n° 40, Ithaca, Cornell University Press, 1987, pp. 89-121 ; « Trade, Rajas and Bandars in South Bali », [in] H. DICK and J.

titre des sources de la V.O.C., il en est venu à s'intéresser à l'histoire de l'expansion de la Compagnie en Asie⁶, et notamment au Siam⁷ où il ne pouvait manquer de tomber sur la riche relation de Jeremias van Vliet qui a récemment fait l'objet d'une révision complète⁸. C'est peut-être l'épisode pittoresque de l'« incident du pique-nique », cause d'une tension diplomatique majeure entre le Siam et la V.O.C.⁹, qui l'amena à se pencher ensuite sur le principal artisan de l'expansion hollandaise et l'interlocuteur direct de van Vliet lors de cette crise : le célèbre Gouverneur-général van Diemen¹⁰. Restait dès lors à traiter ce face à face étonnant survenu en juin 1644 entre ce dernier, un austère calviniste au faîte de sa puissance, et un roi cambodgien converti à l'Islam, Ramadhipati.

L'objectif affiché par ce livre réside en effet dans le comparatisme qu'il autoriserait à l'occasion du heurt advenu entre deux organisations politiques radicalement divergentes : d'un côté une « monarchie absolue » asiatique dont la puissance est terrestre mais qui dépend du commerce maritime ; de l'autre une entreprise capitaliste européenne dont la puissance maritime s'exerce au sein d'un environnement précapitaliste. Mais il s'agit là d'une pétition de principe puisque seule la perspective du conflit telle qu'elle est rapportée par les sources hollandaises est prise en compte : les rares sources cambodgiennes sont ignorées ; l'auteur les

BUTCHER (eds.), *The Rise and Fall of Revenue Farming in Southeast Asia*, London, Macmillan, 1993, pp. 103-124 ; « Bali: 1848 », *Indonesia Circle*, The School of Oriental and African Studies, Oxford University Press, n° 62, London, 1994, pp. 1-57 ; « The Rise of the House of Karangasem », [in] REID, A. (ed.), *Early Modern Indonesia: Spicery to the World*, Singapore, Didier Millet, 1996, pp. 114-125 ; *Bali at War: A History of the Dutch-Balinese Conflict of 1846-49*, Melbourne, Centre of Southeast Asian Studies, Monash Monographs on Southeast Asia, Monash University, 1995, x + 240 p.

⁶ IDEM, « A Baptism of Fire: The Van Goens Mission to Ceylon and India, 1653-54 », *University of New England Asia Centre Papers*, n°2, 1999, <http://www.une.edu.au/asiacentre/papers.php> ; « A Merchant Armed: The Van Goens Mission to Ceylon and India, 1653-54, Part 1 », *The Great Circle: Journal of the Australian Association for Maritime History*, 1999, Vol. 21, n° 1, pp. 46-62 ; « A Merchant Armed: The Van Goens Mission to Ceylon and India, 1653-54, Part 2 », *The Great Circle: Journal of the Australian Association for Maritime History*, 1999, Vol. 21, n° 2, pp. 73-108.

⁷ IDEM, « On Company Business: The Rijckloff van Goens Mission to Siam, 1650 », *Itinerario*, 22 (2), 1998, pp. 42-84.

⁸ BAKER, Chris ; DHIRAVAT, Pombejra na ; KRAAN, Alphonse van der ; WYATT, David, *Van Vliet's Siam*, Chiang Mai, Silkworm Books, 2005, 346 p.

⁹ Le 10 décembre 1636, un groupe de Hollandais ivres trouble la quiétude d'un des temples les plus sacrés d'Ayuthia, v. KRAAN, Alphonse van der, « The Dutch in Siam: Jeremias van Vliet and the 1636 Incident at Ayutthaya », *University of New England Asia Centre Papers*, n° 3, 2000, <http://www.une.edu.au/asiacentre/papers.php>.

¹⁰ IDEM, « Anthony van Diemen: From Bankrupt to Governor-General, 1593-1636 », *The Great Circle, Journal of the Australian Association for Maritime History*, vol. 26, n° 2, 2004, pp. 3-23 ; « Anthony van Diemen: Patron of Discovery and Exploration, 1636-1645 », *The Great Circle, Journal of the Australian Association for Maritime History*, 27, n° 1, 2005, pp. 3-33.

aurait-il prises en considération que le contrat n'eut sans doute pas été rempli pour autant du fait même de leur faiblesse.

Une fois traversée cette 'véranda' comparatiste, l'on comprend être en présence d'une chronique sèche des déboires de la V.O.C. au Cambodge. Rédigée à partir des archives inédites de la Compagnie, elle est novatrice en ce qu'elle apporte une précision accrue relativement à des faits connus jusqu'ici à gros traits seulement. L'auteur procède à la manière d'un Buch¹¹, au moyen d'une mise en récit minimaliste à partir des informations collectées dont la formulation linéaire est rythmée par le volume de chacune des sources consultées. Bien qu'en elle-même problématique ainsi qu'on aura l'occasion de le voir, cette narration au ras des archives apporte non seulement une idée précise des événements tels qu'ils ont été ressentis par les Hollandais mais livre encore une foultitude de renseignements sur la société politique cambodgienne à l'apex de son extraversion maritime. Le récit s'organise en quatre chapitres et une conclusion déguisée qui correspondent aux temps forts du développement de la crise : sa genèse dans la période relativement calme des années 1636-1643 (I), sa cristallisation lors du massacre de l'ambassade menée par van Regemortes suite aux maladroites de ce dernier en 1643 (II) ; la préparation d'une vengeance par les autorités de Batavia en 1644 (III) puis le fiasco de l'expédition punitive lors de la bataille navale de juin 1644 (IV) et finalement les suites de ce désastre qui verront à terme une accalmie des relations batavio-cambodgiennes (« The Aftermath »).

L'ouvrage s'ouvre sur la table des matières, suivie d'une table des illustrations et d'un avertissement. Puis viennent quatre illustrations en couleur. Les deux premières sont connues : une gravure représentant l'assassinat d'un Hollandais par un Portugais en 1642, illustration probablement commandée a posteriori par un éditeur ; la deuxième illustration, sans doute aussi réalisée par un graveur qui ne connaissait pas les lieux¹², dépeint le régicide de Paramaraja par le chambellan, le 5 janvier 1642. Une double page dépliant porte ensuite un plan inédit de la fameuse bataille navale du 12 juin 1644, réalisé sur papier de riz japonais, manifestement dressé par un acteur des événements eu égard à la précision des légendes et du dessin. La dernière illustration est une peinture de Batavia réalisée par Joan Nessel en 1650.

Dans son introduction, van der Kraan résume succinctement ce qu'était le Cambodge angkorien, pour mieux faire ressortir la disparité d'avec le Cambodge du XVII^e siècle ; il se caractérise par l'importance du commerce fluvio-maritime et la présence de communautés marchandes bigarrées, dont les officiers de la V.O.C. qui s'y établissent en 1636 ; il rappelle alors la genèse de la V.O.C., son expansion dans la course aux épices et le conflit avec les Portugais qu'ils évincent jusqu'à se constituer en empire maritime dont l'épicentre est Batavia. Ce portait brossé, il annonce le plan de son étude fondée sur des matériaux d'archives inédits de la

¹¹ BUCH, M.J. W., « II. La Compagnie des Indes néerlandaises et l'Indochine », *BEFEO*, t. XXXVII, 1937 (1), pp. 195-237.

¹² Voir notre notice sur « Les Hollandais au Cambodge dans les années 1630-1640... », *loc. cit.*

V.O.C. Il finit par souligner son utilité au regard du vide historiographique qui caractérise l'époque post-angkorienne (« Introduction », pp. 1-5). On entre alors dans le récit des événements dont il a paru utile de donner un résumé détaillé.

[I. La loge de la V.O.C. au Cambodge, de 1636 à 1643.] Tout débute en 1636, lorsque le gouverneur général des Indes Anthony van Diemen réalise l'opportunité que représente la politique de quasi fermeture du Japon (*sakoku*). Iemitsu Tokugawa n'autorise plus désormais que les Hollandais calvinistes et les marchands chinois à venir commercer, excluant les principaux rivaux de la V.O.C. que sont les Portugais, trop prosélytes aux yeux des autorités japonaises. Van Diemen ordonne par conséquent le déploiement de la Compagnie en Asie, en faisant implanter de nouvelles loges en Annam et au Cambodge.

Dès le 17 avril, deux bateaux commandés par le marchand Jan Dirckz Galen accompagnés de 110 marins, soldats et autres personnels de la Compagnie quittent Batavia pour le Cambodge, avec mission d'installer une loge et d'appareiller une cargaison de peaux de buffle et de cerf pour le Japon. Galen obtient l'autorisation des autorités cambodgiennes de la construire sur le Tonlé Sap, près du quartier japonais, à environ 20 kilomètres de la capitale Oudong. Les relations entre la V.O.C. et les autorités cambodgiennes sont cordiales jusqu'en 1640, à l'exception d'une anicroche en 1637 au sujet de la cargaison d'un vaisseau préemptée par le roi khmer en vertu de son droit d'épave (500 piculs de cuivre japonais et 13 canons hollandais). La loge exporte avec profit du riz vers Batavia, de même que du benjoin, des peaux de buffle, et tout particulièrement des peaux de cerf pour le Japon, par dizaines de milliers (plus de 75.000 en 1640).

Mais tout est remis en cause avec la mort du roi Ang Dan Raja en juin 1640, lequel avait été favorable aux officiers de la loge. Suit une période d'instabilité. L'*ubhayoraj* Paramaraja, favorable aux Portugais commence par placer son fils Padumaraja sur le trône, tandis qu'il continue de détenir comme auparavant la réalité du pouvoir. Le successeur de Galen à la tête de la loge, l'*Opperhoofd* Pieter van Regemortes, se plaint alors en vain de ce que le roi et son père autorisent les Portugais à faire la course au Japon en utilisant des jonques chinoises, pour contourner l'interdit des autorités japonaises. Lorsqu'il en vient à menacer de capturer les jonques servant à ce trafic au motif que les Hollandais sont en guerre contre les Portugais, c'est l'*ubhayoraj* qui le menace en retour de représailles contre la loge. À cette même époque, le prince Satha, à la fois demi-frère d'Ang Dan Raja, et cousin de Padumaraja, ourdit un complot contre ce dernier et son oncle Paramaraja, si bien qu'au début de janvier 1642 il se saisit du trône dans une révolution de palais qui voit l'assassinat du roi et de l'*ubhayoraj* ainsi que de leurs principaux affidés. Mais le nouveau roi Ramadhipati est d'autant moins favorable aux Hollandais qu'il s'est appuyé sur des Portugais pour monter son opération. La lourde insistance de van Regemortes à vouloir détourner le roi de ses préventions à l'encontre de la V.O.C. aboutit au résultat inverse au point qu'il en vient à craindre pour sa vie en novembre après que le roi l'eut menacé de le faire écraser par des

éléphants. Il quitte le Cambodge en mars 1643 pour demander conseil à van Diemen, le Gouverneur-général.

Il parvient à Batavia au mois de mai et sa relative familiarité du Cambodge – il y est en poste depuis 1637 – lui permet de tenir un discours plaidant l'importance du commerce au pays khmer dont il dresse un état des lieux : nonobstant le fait que les Siamois s'y rendent par convois de charrettes, le principal débouché est le Japon ; de nombreuses autres communautés viennent y commercer, dirigées chacune par un *shahbandar*, celui des Hollandais étant un japonais nommé Mory Kaffioye. Leurs principaux rivaux sont les Japonais, les Portugais et les Chinois. L'influence des Japonais y est grande malgré leur faible nombre, de 80 à 100 familles, soit entre quatre et cinq cents personnes, vivant en bonne entente avec les Portugais puisque partageant la même foi. Ces derniers ont vu leur communauté s'étoffer depuis la prise de Malacca par les Hollandais en 1641, au moins deux cents Portugais « blancs » dont deux prêtres, plus quelques huit cents ou mille Portugais « noirs », comprendre des chrétiens appartenant à l'empire portugais, et vivant tous ensemble dans le quartier portugais près de Phnom Penh. Les Chinois sont les plus nombreux avec quatre mille à cinq mille personnes, marchands ou courtiers dans les hautes terres. Deux Chinois ont amassé un capital suffisant pour commercer à grande échelle, Chichermot et Prescorneock, ce dernier étant musulman puisque « circoncis » ; ils possèdent leur propres jonques et occupent des fonctions de *shahbandar*, respectivement des Portugais et des Hollandais, avant que Prescorneock ne soit remplacé par le japonais Mory Kaffioye à la demande des Bataves.

Van Regemortes continue en narrant la prise du pouvoir par le nouveau roi : celui-ci a méticuleusement préparé sa révolution de palais en s'assurant la loyauté de l'aristocratie durant les mois qui l'ont précédée, ainsi que celle des communautés japonaise, portugaise et malaises. Par le truchement d'un « esclave noir » de l'*ubhayoraj* Paramaraja, il entre en contact avec un dignitaire de la cour, un chambellan qui a un accès facile à l'*ubhayoraj*. Le 5 janvier 1642, le chambellan l'assassine comme convenu : tandis que Paramaraja joue aux cartes, il s'approche de lui par derrière et le frappe avec un poignard japonais qu'il avait caché dans ses vêtements. Le prince Satha pénètre alors dans l'enceinte du palais avec une centaine d'hommes, maîtrise les gardes, et fait tuer les membres de la famille de Paramaraja ainsi que nombre de suivants. Dans le même temps, d'autres affidés du prince poursuivent et massacrent les dignitaires proches de Paramaraja, incendiant leurs maisons. Comme la nuit du massacre, le roi était lui-même parti à la chasse à l'éléphant avec six cents hommes, Satha envoie trois mille à quatre mille hommes de ses meilleures troupes pour le tuer. Le pouvoir en main, il commence par faire exécuter le chambellan auquel il avait promis de partager le royaume une fois monté sur le trône, puis il fait empaler et crucifier dix à quinze des soutiens de Paramaraja en place publique. La chose accomplie, il fait accuser son demi-frère d'adultère avec une de ses épouses, la princesse Perkes Satry, et le fait exécuter sur le témoignage du frère de la princesse par un guerrier japonais le 9 avril 1642. En mai 1642, alors que les préparatifs du sacre vont bon train, Satha apprend qu'un complot s'ourdit

contre lui : deux des fils de l'*ubhayoraja*, Nac Monton et Nac Preaute, se sont enfuis à la cours des Nguyen, tandis que trois autres, Ang Sur, Ang Tan et Ang Im sont parvenus à se réfugier dans un monastère bouddhique, leurs partisans espérant lancer un mouvement d'opposition. Ayant vent de l'affaire, Satha les fait massacrer : entre le 20 et le 22 mai, quelque quinze cents fidèles des deux princes, dont des moines, sont exécutés, certains des mains de Satha, puis leur corps sont jetés aux chiens et aux vautours. L'aîné, Ang Sur, est condamné à manger sa propre chair. Puis le 29, lui et son jeune frère sont menés en place publique pour être coupés en deux au niveau de la taille. Seul le benjamin, Ang Im, âgé de 7 ans échappe à ce sort sur l'intercession de la belle-mère de Satha qui insiste pour l'adopter. Toute résistance étant réduite à néant, Satha se fait couronner roi le 2 juin 1642 sous le nom de Ramadhipati. Puis il se convertit à l'Islam en novembre, non par conviction religieuse mais par nécessité politique. Le bain de sang qui avait accompagné sa prise de pouvoir lui ayant aliéné nombre de grands – dont le clergé bouddhique qui venait de soutenir la rébellion des trois princes – la conversion lui permettait le soutien des Chams et des Malais.

Après cette recension de la situation, van Regemortes expose le double différend qui oppose la V.O.C. aux autorités cambodgiennes, lié au refus du roi cambodgien de soutenir les Hollandais dans leur guerre contre les Portugais. Premier différend, le déni de justice après le meurtre de deux navigateurs hollandais par des Portugais suite à une altercation au début du mois de février 1642 (le 2 février 1642 ou en décembre 1641 selon les sources). L'un d'entre eux, Jeremias de Wael, a été tué par des flèches empoisonnées, l'autre, un maître d'équipage, passé au fil de l'épée. La suggestion de van Regemortes d'aller chercher le coupable en la personne du plus vieux des Portugais, un Portugais « blanc » de 50 ans est rejetée par le roi. Il ne se voit offrir que la promesse du paiement par les Portugais d'une compensation de six cents taëls d'argent, trois cents par victime. Ce qu'il refuse au motif que le sang des Hollandais n'est pas à vendre. Plus grave est le second litige relatif à l'expulsion des Portugais de la course vers le Japon. Au début de décembre 1641, l'*Oostkappel* arrive sur le Mékong pour prendre cargaison de produits cambodgiens destinés au Japon. Le commandant de la flûte, Abel Tasman, était justement informé par van Diemen que deux jonques cambodgiennes appartenant aux chinois Chichermot et Prescorneock étaient sur le point de se rendre au Japon pour y écouler une cargaison de soie chinoise appartenant à des Portugais de Macao. Décidé à se saisir de ces biens portugais Tasman retarde son départ de quelques jours mais les jonques cambodgiennes font de même. Il fait mine alors de partir mais parvenu dix à quinze jours plus tard aux bouches du Mékong, il attend derechef la venue des jonques cambodgiennes. La jonque de Prescorneock parvient à s'enfuir mais celle de Chichermot est abordée. La cargaison est confisquée, faute du permis délivré par van Regemortes, qui serait resté en possession du capitaine chinois. La nouvelle parvient à Oudong et les Portugais demandent justice à Satha qui avait pris le pouvoir entre-temps. Ce dernier ordonne alors à van Regemortes de payer une compensation financière aux Portugais. Commencent les négociations pour savoir si le taux en sera fixé sur le prix des marchandises au cours chinois, ou au cours japonais, bien plus

élevé. Les Portugais réclament cette dernière option, soit 19.508 taëls d'argent, tandis que les Hollandais affirment que la cargaison ne vaut pas plus de 4000 taëls. Satha tranche en faisant évaluer la cargaison par des marins chinois à 11.553 taëls. Van Regemortes explique au roi qu'il ne peut payer une telle somme, d'abord parce qu'il n'y est pas autorisé, ensuite parce que la prise constituant un acte de guerre contre les Portugais ne regarde personne d'autres que les Hollandais. Le 19 novembre, Ramathipathi lui envoie un ultimatum l'enjoignant de payer la somme sans quoi la loge serait mise à sac par les Portugais, les Japonais et les soldats cambodgiens, et la somme prise de force. Jouant le tout pour le tout, van Regemortes tente de corrompre le roi en lui faisant parvenir 4000 taëls d'argent par l'intermédiaire du *shahbandar* des Hollandais, le japonais Mory Kaffioyé ; le roi accepte et la somme est payée le 27 novembre : l'affaire est classée par le roi qui conseille ironiquement aux Portugais d'aller demander compensation à l'*ubhayoraja* qui leur avait donné permission de commercer avec le Japon et leur suggère de disputer leur marchandise auprès des navires hollandais une fois en haute mer.

Van Regemortes ayant achevé son exposé, van Diemen le persuade de retourner au Cambodge avec le rang d'ambassadeur des Provinces-Unies pour régler le différend avec le roi, ce statut devant le préserver de la colère du souverain cambodgien (« Chapter I : The trading post in Cambodia, 1636-43 », pp. 7-21).

[II. L'ambassade de 1643 et le massacre des Hollandais.] Décision est donc prise d'envoyer une ambassade en août 1643. L'idée est alors de persuader le roi de soutenir les Hollandais dans leur guerre contre les Portugais en les empêchant de faire la course au Japon. Pour impressionner le souverain cambodgien, une ambassade importante est mise sur pied, composée d'un yacht de guerre flambant neuf, le *Rijswijck*, comprenant 20 marins et 5 soldats, et du *Noordsterre*, une flûte bien armée comprenant 40 marins et 7 soldats, avec au total 25 canons sur les deux navires ; un troisième navire, la flûte *Orangienboom* en provenance du Japon et de Taiwan, se joint à l'expédition. La veille du départ, le 31 août 1643, van Diemen remet à van Regemortes une lettre pour le roi cambodgien.

La teneur n'en était pas exactement diplomatique puisque van Diemen lui demandait en substance de résoudre les injustices que les siens avaient rencontrées au pays khmer, rappelant à demi-mot le roi à ses devoirs de justice et de raison. Le Gouverneur-général commence par solder la question du dédommagement des deux Hollandais tués par les Portugais, qu'il se résout finalement à accepter (691 taëls d'argent), les auteurs du crime ayant été autorisés dans l'intervalle à quitter le Cambodge sans dommage. Puis il passe à la question des jonques chinoises portant cargaison portugaise en enjoignant le roi de cesser à l'avenir d'autoriser les ennemis des Hollandais à transporter des biens par mer, et de faire en sorte que les jonques cambodgiennes hissent leurs drapeaux, pour qu'ils puissent les fouiller. Enfin, il se dit très surpris de l'ordre donné par le roi de saisir de force la valeur de 11.553 taëls pour satisfaire la requête injuste des Portugais, et de surcroît offensé qu'il ait utilisé la menace pour extorquer van Regemortes de 4000 taëls : Sa Majesté doit rembourser

la somme. Il termine en prévenant que si justice n'était pas rendue, la Compagnie préférerait quitter le royaume plutôt que commercer dans de telles conditions.

Les instructions accompagnant la lettre enjoignaient van Regemortes de faire comprendre au roi que van Diemen était particulièrement irrité par l'escroquerie de 4000 taëls, au besoin en n'hésitant pas à menacer de ne reculer devant aucun moyen pour se venger car le roi ne pouvait dire le droit en mer, où les Hollandais étaient maîtres. Et d'annoncer qu'ils n'hésiteraient pas à saisir non seulement les marchandises mais encore les navires. En cas de réponse négative, van Regemortes se voyait autorisé à fermer la loge, ce qui ne devait pas être considéré comme une lourde perte attendu que le règne de Ramadhipati ouvrait une période d'instabilité politique dangereuse pour la Compagnie. Suivait à charge une description du roi le peignant comme oisif, passant le clair de son temps à boire, jouer, et s'adonnant à des plaisirs sensuels, de sorte qu'avant peu des concurrents lui contesteraient le pouvoir. D'autant qu'il n'était guère respecté dans son pays en raison de sa conversion l'année précédente à la religion mahométane, au grand dam de ses sujets. L'instruction se terminait par la possibilité d'une déclaration de guerre pour le cas où le roi refuse de rembourser la somme 'extorquée', déclaration que van Regemortes était habilité à faire une fois seulement les marchandises de la loge chargées à bord des vaisseaux de la Compagnie. En ce cas, les instructions prévoyaient l'organisation du blocus du Mékong envisagé dès mars 1644, destiné à forcer le roi à devenir plus aimable à l'endroit des Hollandais.

Van Regemortes quitte Batavia dans la matinée du 1^{er} septembre ; le 30 septembre il parvient au lieu dit de la « Rivière cambodgienne » dans les bouches du Mékong ; après deux jours de manœuvres précautionneuses à l'aide d'une chaloupe guidant les navires, il pénètre dans le fleuve le 2 octobre. Une semaine plus tard, il joint la « Passe des moustiques », et reçoit exceptionnellement la permission d'aller au-delà de Phnom Penh (les vaisseaux lourdement armés devaient ordinairement rester à Phnom Penh, à moins de déposer leurs gréments) ; la flotte arrive ainsi à la loge à la mi-octobre. Van Regemortes est accueilli par Harman Brouckman qui dirigeait les opérations en son absence ; ils préparent l'ambassade en rassemblant 25 grands chevaux pour se donner de la pompe, et font traduire la lettre de van Diemen par un certain Marcko, l'interprète de la loge, en présence de Mory Kaffioye, le *shahbandar*. Ce dernier prévient aussitôt qu'il faut changer le ton de la lettre et en modifier le contenu, se souvenant de celle qu'il avait envoyée à Batavia en novembre-décembre 1642 (cf. note 42, p. 20) et dans laquelle il avait demandé à van Diemen de ne jamais révéler que le roi avait accepté de l'argent des Hollandais car cela risquait de le rendre furieux, contre lui et contre eux. Mais van Regemortes refuse en arguant qu'il n'est pas autorisé à modifier cette lettre. La suite est conjecturale. Il est probable que le *shahbandar*, pour ne pas être désavoué par le roi, donna par avance copie de la lettre à ce dernier. Le souverain devint possiblement fou de rage, en raison du ton de la lettre mais aussi parce qu'il risquait de voir se révéler en audience sa transaction secrète avec les Hollandais, la lettre devant lui être lue, suivant le protocole, dans la salle d'audience en présence des dignitaires. D'où sa décision probable d'éliminer sans tarder les Hollandais du royaume. On sait qu'il leur

fit porter un message leur demandant de se présenter à Oudong le 27 novembre ; dans le même temps, il mobilisait ses forces en positionnant deux cents de ses meilleurs hommes à l'affût autour du marché d'Oudong, comprenant sans doute des Japonais et des Portugais, tandis que d'autres troupes bloquaient les voies terrestres et fluviales entre Oudong et la loge hollandaise.

Tôt le matin du 27 novembre, van Regemortes rassemble les membres de son ambassade, comprenant vingt à vingt-cinq personnes dont douze soldats, Brouckman, le capitaine et le second du *Rijswijck*. Arrivés au marché d'Oudong, ils sont encerclés par les troupes du roi parmi lesquelles se trouvent des Portugais et sont massacrés. Les vingt à trente Néerlandais restés à la loge sont ensuite pris par surprise lorsque plus tard dans la journée, plusieurs centaines de soldats du roi fondent sur eux et mettent la loge à sac. Certains abordent le *Rijswijck* qui mouillait devant la loge ; d'autres, très nombreux, pénètrent dans le magasin. C'est la tuerie. Pendant ce temps un groupe de 11 guerriers japonais capture la flûte *Orangienboom* qui mouillait à Phnom Penh. Dirigé par un capitaine du nom de Soyewon, qui avait auparavant vécu à Batavia et qui devait parler hollandais, il descend la rivière dans un *prau*¹³ rempli de bière chinoise, d'*arrack*, et d'autres produits attrayants. Le commandant, Danker Cornelisz, crédule et ignorant de la situation accède à la requête des Japonais de prendre des nouvelles de leur pays, et les laisse monter à bord où ils ne trouvent qu'un équipage exceptionnellement réduit de quinze à vingt hommes, le reste étant descendu faire provision. Après les avoir saoulés, les Japonais les passent au fil du sabre. Certains parviennent à s'enfuir, mais la flûte reste entre les mains des Japonais. Le bilan général est lourd : une cinquantaine de Hollandais perd la vie, soixante sont faits prisonniers, deux navires sont perdus avec armements et marchandises, dont une cargaison d'argent japonais d'environ 10.000 taëls, soit une perte totale estimée à 47.400 taëls. Pendant ce temps, la flûte le *Noordsterre* mouille au sud de la Passe des moustiques. La cinquantaine de marins à son bord vaquait à ses occupations lorsque le 5 décembre apparaissent six grands navires remplis d'hommes en armes ainsi qu'un *prau* couvert avec quatre Chinois. Le Capitaine, Jonathan de Necker, envoie une chaloupe pour s'enquérir des intentions des visiteurs mais à l'approche de la chaloupe les navires reculent, ce qui met la puce à l'oreille du Hollandais. Quatre jours plus tard, le 9 décembre, arrivent trente à quarante grands navires, remplis de soldats. Le commandant des navires cambodgiens, un certain Siotsiniarabi – sans doute affirme l'auteur, une corruption de Tevin nai Ravy¹⁴ – demande et reçoit la permission de monter à bord du *Noordsterre*. Il annonce au Capitaine qu'il doit voguer en amont puisque le Siam ayant envahi le Cambodge, le roi réquisitionne tous les navires. Lui-même vient pour mener le navire hollandais à Phnom Penh, jusqu'à un point de mouillage sécurisé. Le capitaine répond qu'il ne peut recevoir d'ordres que de van Regemortes ; entre-temps les navires cambodgiens se sont dangereusement rapprochés comme pour aborder. De Necker fait tirer du

¹³ Déformation hollandaise de *perahu*, terme austronésien utilisé par les officiers de la V.O.C. et désignant de petits bateaux.

¹⁴ Okña Rawy d'après BUCH, M.J. W., *loc. cit.*, p. 219.

canon au-dessus des navires qui rebroussent chemin et le commandant cambodgien quitte le *Noordsterre*. De Necker ordonne alors de lever l'ancre et descend de quinze à vingt kilomètres en aval où le Mékong est plus large, en une position moins vulnérable. Les navires cambodgiens suivent, et le manège se poursuit jusqu'au matin du 10 décembre où le *prau* couvert approche : les quatre Chinois montent à bord, affirmant qu'ils sont envoyés par le capitaine Siotsiniarabi avec des présents de bière chinoise, d'*arrack*, de sucre, de fruits et d'œufs pour l'équipage. Mais De Necker flaire le piège et fait mettre les Chinois aux fers, se saisit des biens qu'ils avaient apportés et fait couler le *prau* par un tir de canon. Puis il poursuit sa route vers la mer en laissant derrière lui les vaisseaux cambodgiens. Après avoir été torturés sur la route de Batavia, les Chinois avouent le piège tendu par Siotsiniarabi pour se saisir du navire ; ils lui révèlent aussi le sort des membres de la loge et de l'ambassade. Arrivé à Batavia le 3 février 1644, la nouvelle du désastre est déjà parvenue à van Diemen. Outragé, ce dernier veut prendre revanche du roi cambodgien. Les Chinois sont à nouveau torturés et jugés par la cour de justice de Batavia. Ils reconnaissent cette fois avoir été payés par Siotsiniarabi pour leur acte d'espionnage et pour enivrer l'équipage du *Noordsterre*. Le 3 mars, les Chinois dont les noms enregistrés dans les archives sont Sua, Hincó, Ayting et Cico sont condamnés à une mort brutale : menés en place publique le 5 mars devant le château de Batavia, ils sont liés chacun à une lourde branche d'arbre puis le bourreau brise un à un leurs os avec une barre de fer, avant de donner le coup de grâce. Les corps sont ensuite liés à des roues de charrettes, qui sont dressées en place publique et tournées vers la mer, pour l'exemple. (« Chapter II : The Embassy to Cambodia, 1643 », pp. 23-34).

[III. Les préparatifs de l'expédition punitive.] La nouvelle du massacre du Cambodge avait atteint Batavia en premier lieu le 25 janvier 1644 avec l'arrivée depuis le Siam du *Nieuw Delft*, une flûte transportant une cargaison de riz. Ayant fait escale sur l'île de Bintang, elle prend à bord 37 Chinois du Cambodge, dont 34 hommes, deux femmes et un enfant, échoués sur cette île. Arrivés à Batavia van Diemen les interroge sur la situation présente au Cambodge. Les Chinois confirment la responsabilité directe du roi ; leur chef explique que leur jonque appartenait à la flottille chargée de circonvenir le *Noordsterre* ; ils avaient tenté en vain d'en prévenir l'équipage, regimbant à cette attaque sournoise d'un vaisseau hollandais ; pour ces raisons, ils avaient décidé de quitter le Cambodge pour Batavia.

Van Diemen est choqué car il n'avait pas imaginé cette réaction possible de la part du roi cambodgien. La première conséquence est l'ajournement de l'exploration géographique lancée par Abel Tasman pour entreprendre le second voyage de découverte des grandes terres du Sud. Van Diemen suspend l'expédition le 24 février pour donner priorité aux affaires cambodgiennes : il décide d'envoyer les yachts *Leeuwerick* et *Kievith*, les flûtes *Noordsterre* et *Dolpheyn*, et la frégate *Waeckende Boey* pourvus de toutes les facilités militaires afin de causer le maximum de dégâts aux Cambodgiens, et ainsi recouvrer l'honneur des Provinces-Unies. À Batavia, c'est le branlebas de combat général. Le capitaine Henrick Harouse commandera

l'expédition, secondé par Simon Jacobsz Domckens. Le premier, sans doute d'origine française ou allemande, avait auparavant mené une expédition contre les Espagnols à Taiwan où il s'était fait un nom en prenant la place forte de Quelang, signant la fin du danger espagnol sur l'île. Il était qualifié pour prélever 160 soldats volontaires des 1200 soldats de la garnison de Batavia, avec promesse pour eux de conserver exceptionnellement la moitié du butin de guerre. Munis de vivres pour un an et accompagnés de six des Chinois du Cambodge échoués à Bintang, les 432 hommes, soldats et marins de l'expédition sont répartis entre les cinq navires (*cf.* le tableau p. 37).

L'expédition parée, van Diemen remet à Harouse le 22 mars 1644 une lettre destinée au roi cambodgien. Par cette lettre, il veut faire croire qu'il laisse au roi la possibilité d'éviter le conflit : feignant de ne voir dans le massacre des Hollandais qu'une rumeur à vérifier, van Diemen prend la pose du naïf et lui explique que n'ayant pas reçu de nouvelle de son ambassade, il envoie le capitaine Harouse pour en avoir le cœur net, et si les rumeurs se révèlent fondées, pour s'enquérir des raisons du roi justifiant une telle action. Si ses gens l'avaient offensé, il en serait désolé, mais si tel était le cas il n'aurait pas dû les massacrer et se saisir de leurs biens : il aurait dû les lui envoyer pour être punis à Batavia comme l'auraient fait « d'autres rois plus vieux et mieux expérimentés ». Étant pour l'heure mal informé, il se borne à envoyer le capitaine Harouse pour demander la libération des Hollandais ayant échappé au massacre, et le retour de leurs biens et des bateaux, mais aussi pour négocier avec le roi au sujet des troubles qui sont advenus. Cette lettre, termine-t-il, n'est pas accompagnée de présents, ne sachant s'ils sont amis ou ennemis. C'est aussi pourquoi le capitaine vient armé et qu'il a ordre de ne pas débarquer et de n'envoyer personne à terre tant que le contentieux ne serait pas réglé. En espérant que le roi ne s'en offusquera pas puisque l'expérience a montré aux siens la nécessité de rester sur leurs gardes.

Cette lettre était accompagnée d'instructions : parvenu dans les bouches du Mékong, le capitaine devait pénétrer par le Bassac jusqu'à la Passe des moustiques, où le Mékong se rétrécit. Évitant tout conflit avec les populations, il devait installer un blocus intégral de la rivière, avec ordre de se saisir de tout navire ou jonque de passage, qu'il soit portugais, castillan, japonais ou cambodgien. L'objectif était de couper le roi de son approvisionnement en riz et en sel, et d'autres denrées alimentaires produites dans les basses terres du delta du Mékong. Le calcul était de provoquer très rapidement une rupture des stocks alimentaires, la montée des prix et une famine, laquelle devait susciter un mouvement populaire contre le roi et ainsi faciliter l'objectif de la flotte. En outre, le blocus devait couper le Cambodge du commerce maritime avec Macao, Manille et, le plus important, avec le Japon. Cela fait, Harouse devait laisser le *Noordsterre* ainsi qu'une chaloupe pour sécuriser le blocus, puis envoyer les quatre autres chaloupes munies de canons à pivot en reconnaissance vers l'amont, suivies des quatre autres navires. Était également envisagée la possibilité que le roi se soit prémuni d'une revanche des Hollandais en fermant le fleuve par des arbres en amont de la Passe des Moustiques, où le fleuve est étroit. Si tel était le cas, il devait rebrousser chemin en menant les navires jusqu'en

mer de Chine, tout en laissant le *Noordsterre* en place pour surveiller le blocus. Il lui faudrait alors pénétrer par la « Rivière japonaise », l'autre branche du Mékong, jusqu'au nord de la Passe des moustiques où la Rivière japonaise rejoint le Bassac. Là, et si la mousson n'était pas trop avancée, il devait remonter jusque vers Phnom Penh et Oudong ; à l'inverse, si la mousson était sur le point de changer, Harouse devait renoncer et partir à Fort Zeelandia (Taiwan), non sans laisser un autre navire ainsi qu'une chaloupe en amont de la Passe des moustiques pour renforcer le blocus. Mais si la Passe des moustiques était libre, Harouse devait continuer jusqu'à Phnom Penh et Oudong, où il devait se servir d'intermédiaires locaux, préférablement des Chinois, pour remettre la lettre de van Diemen à la cour cambodgienne. En attendant la réponse du roi il lui faudrait localiser les deux navires hollandais, le *Rijswijck* et l'*Orangienboom*, et le cas échéant les reprendre par la force, en faisant couler le moins de sang possible. À défaut de pouvoir les reprendre, il devait les incendier. Pour le cas où le roi répondrait favorablement aux demandes des Hollandais en libérant les prisonniers et en restituant les biens de la loge, Harouse devait immédiatement augmenter ses exigences en demandant qu'il leur livre les gens ayant participé au massacre, tout particulièrement Siotsiniarabi, le capitaine Soyewon et les dix autres japonais, qui devraient être ramenés à Batavia pour être jugés et châtiés. En cas de refus, Harouse devait déclarer la guerre au nom des Provinces-Unies de Hollande en écrivant au roi que le Gouverneur-Général de Batavia ainsi que son allié, le roi de Siam, suzerain et roi légitime du Cambodge, lui mèneraient une guerre sans merci au point, écrivait Diemen, que ses terres, son peuple, ses villes seraient brûlés et détruits et que leurs descendants en trembleraient encore lorsqu'ils évoqueraient la mémoire de ces événements. Harouse devait alors détruire et brûler, sans épargner personne y compris les Portugais qui viendraient sans doute se placer sous sa protection. Il ne devait pas hésiter à tuer les prisonniers qui le gênaient dans sa progression, qu'ils soient cambodgiens, japonais, ou javanais, à l'exception des grands seigneurs qui pouvaient être épargnés ; Harouse devait en outre être attentif aux prisonniers javanais, particulièrement dangereux car enclins à courir l'amok en situation désespérée.

Le 2 mai 1644, peu après que Harouse ait quitté Batavia, van Diemen fait parvenir une lettre au roi du Siam Prasat Thong, dans l'idée d'obtenir son soutien contre le Cambodge. Pour ce faire, il emploie un ancien du Siam, Reijnier van Tzum, familier de la cour d'Ayuthia, siamophone, au fait du protocole et en grâce auprès du roi. Après avoir résumé son point de vue sur les événements survenus au Cambodge, van Diemen informe Prasat Thong de son expédition punitive, dont il espère, avec son aide, qu'elle pourra aller jusqu'à déposséder Ramadhipati de son royaume. Et d'ajouter que le Cambodge ayant été de longue date un vassal du Siam, il est temps qu'il retourne sous la suzeraineté de la couronne siamoise. Ses motivations ne sont pas de dominer ce royaume mais simplement de le punir, de faire en sorte qu'un roi raisonnable gouverne ce pays et que la Compagnie y puisse commercer librement, ce qui devrait alors s'entendre comme l'octroi d'un monopole pour le commerce avec le Japon. Van Diemen propose alors que le roi du Siam envahisse le Cambodge avec ses armées. À défaut, et s'il n'était pas prêt pour une telle campagne, qu'il en fasse

courir la rumeur ou qu'il envoie un petit détachement pour effrayer les Cambodgiens. Il laisse finalement toute liberté de choix au roi du Siam pour le meilleur des intérêts de son royaume attendu qu'il le voit seul pouvoir être le suzerain du Cambodge.

Des instructions relatives au protocole accompagnaient cette lettre, enjoignant au messager d'absolument respecter les coutumes de la cour siamoise, ce qui impliquait de ramper devant le roi, chose que van Diemen lui-même avait sévèrement reproché à Jeremias van Vliet en 1636. Van Tzum devait ensuite informer le roi que le Cambodge était dirigé par un prince jeune, impétueux et tyrannique, faible du fait qu'il était profondément haï par la majorité de ses sujets parce qu'il avait rejeté la religion siamoise pour se convertir à l'islam ; le clergé lui était d'autant plus hostile qu'il était conseillé par des étrangers Maures et de Malais. Après avoir relaté le massacre survenu au Cambodge, Tzum devait informer le roi de l'envoi d'une flotte de guerre avec ordre de fermer l'accès de la rivière cambodgienne et si possible de naviguer jusqu'à Oudong pour la brûler, puis suggérer à Prasat Thong qu'il pouvait profiter de cette expédition en envoyant son armée par voie de terre pour restaurer sa suzeraineté sur le Cambodge. Il devait en revanche refuser poliment la constitution d'une armée mixte siamo-hollandaise au départ d'Ayuthia, en arguant d'une impossibilité technique en raison de la grande distance séparant Batavia du Siam et de la difficulté qu'il y aurait à coordonner cette armée. Van Diemen craignait en effet l'inefficacité des Siamois à la guerre, jugés trop lents et inorganisés : la discorde adviendrait s'ils oubliaient quoi que ce fut qu'ils ne manqueraient pas ensuite de reprocher aux Hollandais. Il fallait alors donner au roi du Siam l'assurance qu'une autre flottille quitterait Batavia l'année suivante au début de la mousson du Sud, et qu'ils ne quitteraient pas le Cambodge sans avoir obtenu satisfaction du roi cambodgien. Et finalement, Tzum devait répéter les propos de la lettre demandant la propagation de rumeurs d'invasions ou l'envoi d'une petite troupe à la frontière, cela pour forcer le roi du Cambodge à la négociation. Et de terminer en assurant Prasat Thong que la Compagnie ne conclurait pas de paix séparée avec le Cambodge sans son approbation.

Le plan de guerre de van Diemen comprenait en sus la fabrication de lettres secrètes destinées à semer la discorde dans les rangs cambodgiens, lettres remises au vice-commandant Simon Domckens le 22 mars 1644. La première, rédigée en siamois, était adressée à deux dignitaires cambodgiens, Ocknea Imerath et Ocknea Atsum dont van Diemen savait qu'ils étaient les plus fermes soutiens de Ramadhipati. La lettre se présentait comme une réponse de van Diemen à une lettre reçue par ces deux dignitaires, dans laquelle ils l'informaient du massacre des Hollandais, lui assurant que le roi en portait seul la responsabilité, et se dédouanant de toute implication dans le massacre. Ils ajoutaient avoir été longtemps opposés à la tyrannie du roi et avoir tenté à plusieurs reprises de s'en débarrasser. Ils y étaient maintenant d'autant plus résolus que le roi avait subverti la religion de leurs ancêtres en se convertissant à la religion mahométane. Ils attendaient dès lors l'opportunité de le remplacer par un autre prince, laquelle se présenterait avec l'arrivée de la flotte hollandaise. La seconde lettre était rédigée en malais et adressée aux chefs de la communauté malaise, Maradia Proba et Laxamana également parmi les plus fervents

soutiens de Ramadhipati. Le contenu en était similaire, à l'exception bien sûr du passage sur la religion mahométane. Van Diemen leur répondait fictivement qu'il serait satisfait qu'ils apportent le roi vivant au capitaine Harouse à la suite de leur soulèvement, afin qu'il puisse le mettre aux fers et l'envoyer à Batavia pour le juger.

Les six cambodgiens rescapés de la flottille de Siotsiniarabi étaient chargés de transmettre ces lettres à la cour, dans l'espérance que le roi fasse exécuter leurs destinataires. Mais l'on ne sait rien de plus sur la destinée de ces lettres (« Chapter III : Preparations for Vengeance, 1644 », pp. 35-46).

[IV. L'expédition punitive de 1644 et son échec]. Le capitaine Harouse lève l'ancre le matin du 23 mars 1644 et parvient rapidement en vue de la côte cambodgienne, grâce aux vents favorables, le 8 mai 1644. Il atteint la bouche du Bassac le 10 mai. La progression est pénible car les navires lestés d'armement lourd sont bloqués à plusieurs reprises par les bancs de sable connus des Hollandais comme étant « le seuil » (*drempel*) de ce bras du fleuve : soldats et marins doivent décharger une partie de la cargaison dans la chaleur tropicale pour parvenir à faire passer les bateaux. Après moult manœuvres, Harouse franchit l'obstacle et mène sa flotte là où les eaux du Mékong sont plus profondes. Tandis qu'elle progresse, Harouse installe le blocus, faisant poursuivre les embarcations par une chaloupe armée d'un canon à pivot. Le 17, il fait couler un premier *prau* ; le lendemain, il capture deux navires cambodgiens transportant une cargaison de pièces de coton, et un autre *prau* le jour suivant. Bientôt toute navigation cesse sur le Mékong. La population riveraine devient inévitablement hostile, hostilité qui est le fruit des instructions contradictoires de van Diemen préconisant à la fois de ne pas se montrer agressif envers les Cambodgiens tant que la guerre ne serait pas déclarée, tout en organisant le blocus drastique du Mékong. Dès qu'Harouse descend pour essayer de nouer contact, les gens s'enfuient à bonne distance, où ils se tiennent armés d'arcs, de flèches, d'épées et de piques. Le 20 mai, la flotte parvient au sud de la Passe des moustiques : Harouse convoque un conseil pour envisager la suite des opérations. Il est décidé à laisser là le *Noordsterre* ainsi qu'une chaloupe pour sécuriser le blocus, mais transfère trente des quarante soldats du *Noordsterre* vers les autres navires. Le 21, Harouse envoie les quatre chaloupes restantes dans la Passe des moustiques, qu'il suit doucement avec sa flotte en raison de la force du courant. Le passage est libre, si bien que tout le monde a traversé la Passe sans encombre le 24 mai. N'étant pas autorisé à envoyer ses hommes à terre, Harouse s'inquiète de plus en plus de ce que la population les fuit, car il veut se renseigner sur la situation à Oudong en même temps que faire parvenir les lettres à la cour. Il se résout donc à capturer des riverains qu'il fait monter à bord du *Leeuwerick* : durant la nuit du 26, la chaloupe du lieutenant Richard Mills avait justement capturé deux navires, dont il retenait les marins prisonniers à l'intérieur. Il fait monter quatre « esclaves cambodgiens dont les maîtres vivent au village de Namsiq » ainsi qu'un timonier, un garçon et deux bonzes. Harouse leur prodigue de la nourriture et les interroge grâce à son jeune interprète de cambodgien, Jan van de Gaver. Âgé de quinze ou seize ans, il avait été le serviteur de Pieter van Regemortes au Cambodge où il avait passé ses jeunes

années, de 1637 à 1643, si bien qu'il parlait couramment le cambodgien. Harouse apprend que les membres de la loge ont été massacrés juste après le grand marché d'Oudong ; que certains prisonniers hollandais sont utilisés par le roi comme marin pour conduire les navires dérobés, mais que d'autres sont placés comme esclaves chez des dignitaires, et qu'à ce titre ils sont libres de leurs mouvements. Les deux navires volés mouillent sur la berge en face du petit marché d'Oudong : ils ont encore leurs voiles, leurs mâts et leur gouvernail. Harouse apprend encore que le roi a saisi certains des canons des navires et qu'après le massacre d'Oudong il est parti à la chasse à l'éléphant, durant plus de trois mois, et qu'il n'en est revenu que depuis une quinzaine de jours ; il avait ordonné à certains dignitaires de faire construire vingt galères.

Le lendemain 27 mai Harouse libère les Cambodgiens et poursuit en amont jusqu'à ce que le 3 juin, à l'approche de Phnom Penh, il prenne langue avec des hommes du roi. Dans l'après-midi, cinq grandes galères remplies d'hommes armés parviennent en vue, descendant vers la flottille hollandaise. Le commandant n'en est autre que Siotsiniarabi, qui demande la raison de la venue des Hollandais : pour faire la guerre ou la paix ? Dans le premier cas la flotte cambodgienne rebrousse chemin immédiatement, dans le second, les Hollandais seraient les bienvenus. Harouse fait répondre qu'il vient pour enquêter sur les événements de l'année passée, le sort des Hollandais ainsi que celui de leurs marchandises. Siotsiniarabi répond que les Hollandais vont bien et que le roi serait certainement d'accord pour leur restituer les hommes, les navires et les marchandises, s'ils sont dans une démarche de paix. Harouse invite dès lors le commandant cambodgien à venir prendre la lettre destinée au roi mais ce dernier rompt le contact et ordonne à ses hommes de faire retraite en amont. Harouse poursuit alors en amont jusqu'au 6 juin où il arrive au « grand village de Ponumpingh », où aucun préparatif de guerre n'est à observer. Tandis qu'il mouille l'ancre, le *Leeuwerick* est approché par deux *praus* menés par des Cambodgiens de faible statut, dont un affranchi parlant le portugais et le malais. Venant de la part de Siotsiniarabi, ils offrent au Capitaine hollandais des présents d'*arrack*, de poulet, d'œufs et de fruits et lui transmettent le message de rester à Phnom Penh pendant six ou sept jours, le roi étant occupé par le décès de sa mère survenu la nuit précédente. Harouse refuse cette excuse et répond qu'il continuera en amont le lendemain, et demande que la lettre de van Diemen soit conduite à Oudong. Les envoyés refusent à leur tour, n'étant pas autorisés à prendre cette lettre. Au petit matin du 7 juin, Harouse lève l'ancre. Il se rend durant l'après-midi devant la loge hollandaise, qui avait été complètement détruite. Ne parvenant pas à localiser le *Rijswijck* et l'*Orangienboom* et n'apercevant que deux yachts portugais et quelques jonques chinoises, Harouse poursuit son chemin, passe un ponton où une vingtaine de navires, petits et grands, sont en construction, jusqu'à l'entrée d'un petit bras du fleuve menant à Oudong, qu'il se refuse à suivre de peur de perdre sa mobilité et de tomber à la merci des Cambodgiens.

Les jours du 8 et du 9 juin sont ceux de l'attente. Harouse comprend qu'il est tombé dans un piège : partout les Cambodgiens s'activent pour préparer la guerre, charriant de lourds canons vers Phnom Penh. Privé de toute initiative puisque n'ayant pu faire

parvenir la lettre à Ramathipati, Harouse ne peut prendre la décision d'agir pour interrompre ces préparatifs militaires. Il tente à plusieurs reprises de faire parvenir la lettre, mais la partie cambodgienne joue la montre et enchaîne les prétextes : Harouse doit envoyer une délégation à la cour d'Oudong et y remettre la lettre selon les procédés habituels ; après son refus et une longue attente, une délégation cambodgienne accepte bien de se rendre à bord du *Leeuwerick* mais à la condition que le roi en approuve auparavant le principe. Lorsque le soir du 9 juin l'autorisation royale est enfin accordée, il arrive une délégation menée par Mory Kaffioye, l'ancien *shahbandar* des Hollandais, qui se voit remettre la lettre de van Diemen sous la détonation solennelle de 21 coups de canons. Harouse doit rester sur place trois jours de plus pour attendre la réponse du roi.

Mais de plus en plus alarmé par les préparatifs de guerre, il décide de rebrousser chemin le 10 juin. Alors que le jour du 11 se lève, juste avant d'atteindre le Mékong, une galère cambodgienne et de larges *praus*, surgis en nombre d'une crique, font feu sur une des chaloupes. Des tirs de mousquets atteignent les marins hollandais, dont un qui meurt sur le coup. Les hommes de la chaloupe répondent, forçant la flottille cambodgienne à retourner s'abriter dans la crique. Harouse poursuit jusqu'à Phnom Penh où il parvient à la nuit tombante du 11. Il constate que les Cambodgiens ont profité de l'attente des Hollandais pour fortifier la place : employant des milliers de personnes, ils ont construit deux ponts sur le Mékong, en très peu de temps ; chacun des ponts est protégé sur les deux rives par des batteries fortifiées remplies de canons. À la nuit tombée, des centaines de torches tenues par des hommes juchés sur les ponts s'illuminent, signifiant que la rivière est entièrement fermée. Plus tard dans la soirée, des salves de canons déchirent le silence de la nuit, pour intimider les Hollandais ou les presser d'entrer dans la bataille. Ayant pleinement mesuré l'étendue du piège, Harouse convoque un conseil au sommet qui décide de faire une sortie pour briser le barrage le plus rapidement possible. Au levé du jour du 12 juin, les quatre navires, précédés des chaloupes, se dirigent vers le premier ponton, long d'environ 150 mètres, fait de bambous lestés de lourdes ancrs de bois. À l'approche du ponton les navires ouvrent le feu sur la batterie cambodgienne située sur la berge de droite, et pourvue de 18 canons ; mais les tirs de la flotte ne parviennent pas à bout de la fortification qui les protège de sorte qu'elle aborde le pont sous un feu nourri de canons et de mousquets, causant grand dommage aux hommes ainsi qu'aux navires ; une douzaine de marins grimpe alors sur le pont munis de haches et d'épées et ouvre une brèche suffisante pour laisser passer les navires. À 7 heures du matin Harouse a passé le premier obstacle. Restait à franchir le second situé à quelques 600 ou 700 mètres en aval, plus imposant : large d'environ 7,5 mètres, épaisse d'environ 1,9 mètres et longue d'environ 190 à 220 mètres, cette passerelle suspendue et couverte était construite autour d'une lourde chaîne de fer dont les maillons avaient l'épaisseur d'un tube de mousquet. Devant et sur le dessus de la passerelle, on avait placé d'épais buissons d'épines derrière lesquels des centaines de combattants se tenaient tapis. Le tout était protégé par de nouvelles batteries de canons encore plus imposantes, une sur chaque rive.

Vers 8 heures, à l'approche des Hollandais, la batterie de la rive gauche ouvre un feu général qui tue sur le coup le Capitaine Harouse, la tête emportée par un boulet. Pieter Jansz prend la suite du commandement sur le *Leeuwerick* et joue le tout pour le tout en ordonnant un assaut direct de la batterie. Une quarantaine de soldats dirigés par les lieutenants Richard Mills et Willem Pauly se glissent dans des chaloupes et joignent la rive. Vers 10 heures, les deux lieutenants débarquent avec leurs hommes, tuent nombre de Cambodgiens qui s'étaient mis à couvert dans une tranchée, et en ordre resserré, chargent la batterie, perdant 8 à 9 hommes avant de pouvoir accéder à l'objectif : ils découvrent alors 15 canons dont seulement 3 avaient été mis hors d'état par les tirs des navires. Ils les sabotent en y enfonçant des clous et en jetant les 4 à 5 barils de poudre à l'eau. Entre-temps, les Cambodgiens se sont rassemblés et s'approchent de la batterie en nombre considérable (estimé à un millier... ?) armés d'arcs et de flèches, d'épées et de piques. Les lieutenants battent en retraite, forcés de laisser les corps de leurs camarades ainsi qu'une chaloupe. Cependant le feu des canons continue d'atteindre les navires depuis la batterie de la rive droite.

Vers 13 heures, le *Waeckende Boey* est en grand péril : il s'avance vers la passerelle pour nettoyer les buissons d'épine et faire une ouverture à travers le barrage ; voyant cela six ou sept cents hommes de la rive droite se ruent pour défendre la passerelle ; de là les Cambodgiens sautent sur le pont du *Waeckende Boey* : il s'ensuit un corps à corps forcené pour le contrôle du navire. Les Hollandais résistent assez pour permettre au *Kievith* de venir à la rescousse, des hommes de ce navire grimant à bord du *Waeckende Boey* pour réussir à repousser les Cambodgiens vers 14 heures. Informé de la mort de Harouse, Simon Domckens prend le commandement et poursuit la bataille. Il fait feu sur la passerelle à plusieurs reprises avec deux canons chargés d'éclats d'obus pour faire une percée chez les combattants cambodgiens, faisant voler bras et jambes au passage. Il s'enquiert alors d'ouvrir une brèche : quinze à vingt hommes du *Kievith* et autant du *Waeckende Boey* grimpent sur la passerelle et commencent à déchirer frénétiquement les buissons d'épines, couper le bambou, et casser les planches de bois. Comme ils sont exposés aux tirs de mousquets provenant des deux rives, beaucoup périssent ou sont blessés. Mais les tirs de canons hollandais tiennent malgré tout les Cambodgiens à distance et le travail de sape continue jusque vers 17 heures, moment où ils atteignent la chaîne de fer : un des marins en vient à bout avec un puissant coup de hache si bien que toute la flotte parvient avant le coucher du soleil à s'enfuir hors de portée des tirs cambodgiens, où ils mouillent l'ancre provisoirement. Au lever du jour du 13 juin, le bilan est lourd : sur un total de 348 hommes, 62 sont morts, 145 blessés, 12 malades, et seuls 129 hommes sont en état (cf. tableau p. 57). Sans compter les navires qui sont tous endommagés au point de devoir utiliser les pompes en permanence. Sept des pilotes sont morts, et le huitième est blessé à l'épaule. Le jour même Domckens réunit un conseil, prend acte du désastre, décide d'abandonner toute idée de vengeance et organise une retraite sur la Passe des moustiques.

Suivie à bonne distance par des bateaux cambodgiens, la flotte hollandaise arrive au nord de la Passe le 20 juin. Un autre conseil se tient pour savoir si l'on doit pénétrer dans la Passe et prévenir le *Noordsterre* ou naviguer vers la mer de Chine

via la Rivière japonaise. Après moult atermoiements, il est décidé de suivre cette dernière option pour ne pas encourir le risque d'un autre barrage que les Cambodgiens pourraient construire aisément dans la Passe ; une épreuve de plus qui serait fatale. Ils descendent donc lorsqu'ils croisent le 27 juin un *prau* transportant huit Chinois qui montent à bord et supplient Domskens de les sortir du Cambodge. L'un d'entre eux, un charpentier, se plaint d'avoir travaillé sur le chantier naval du roi cambodgien sans avoir été payé depuis trois ans. Les sept autres rapportent que le roi a saisi leur jonque échouée sur la côte cambodgienne, ainsi que leurs marchandises, et les a vendus comme esclaves. Ils ont assisté à la bataille depuis la terre ferme : les Cambodgiens sont fort marris d'avoir perdu plus d'un millier d'hommes et vu leur barrage forcé par les Hollandais ; ils déplorent en particulier la perte d'un Ocknea Tjouthey, troisième dignitaire après le roi, et de deux autres grands dignitaires ; les batteries de canons ont été installées par les Portugais, les Japonais, les Malais et les Javanais de concert avec les Cambodgiens ; ces derniers avaient prévu de construire un troisième barrage mais les Hollandais ne leur en laissèrent pas le temps ; les prisonniers hollandais sont au nombre de quarante à soixante, dont cinq sont à bord du *Rijswijck* et cinq autres à bord de l'*Orangienboom*, les autres étant placés comme esclaves auprès de grands ; à l'exception de ceux de la maison du roi et de celle du Capitaine japonais Soyemon, ils marchent en guenilles. La flottille parvient en mer de Chine le 30 juin où elle rencontre deux autres vaisseaux hollandais, le *Lillo* et le *Haringh* qui venaient justement aux nouvelles de l'expédition et qui l'aident à réparer les dégâts matériels subis par les navires. Cela fait, la flotte repart le 7 juillet, en direction du Champa puis de Fort Zeelandia.

Ignorant du drame, le *Noordsterre* voit débarquer le 22 juillet une armada cambodgienne composée d'embarcations bigarrées : *praus* et galères cambodgiennes, yachts portugais, jonques chinoises ainsi que les deux navires capturés, le *Rijswijck* et l'*Orangienboom*, pilotés par les captifs et curieusement, portant toujours le drapeau hollandais. À bord du *Rijswijck*, le roi Ramadhipati mène l'attaque et fait envoyer trois jonques chinoises remplies de matériaux incendiaires contre le *Noordsterre*. Le capitaine De Necker a juste le temps de charger ses canons et de tirer une à une les jonques enflammées. Pendant ce temps l'*Orangienboom*, rempli de Portugais, de Japonais et de Malais ainsi que de soldats cambodgiens, s'approche dangereusement, mais une manœuvre rapide des marins hollandais permet de renverser la situation, d'aborder l'*Orangienboom* et d'en prendre le contrôle au corps à corps. Les Hollandais libèrent dix compatriotes qui venaient juste d'être enfermés avant la bataille. Après avoir libéré les Hollandais, De Necker doit abandonner l'*Orangienboom* qui s'est échoué pour s'enfuir vers l'aval, suivi toujours à distance des tirs de canons par l'armada de Ramadhipati. À l'approche des bouches du Mékong, le 24 juillet, le roi tente une nouvelle attaque repoussée par De Necker qui coule cinq grands vaisseaux cambodgiens. Le *Noordsterre* continue sa course et parvient dans les bouches du Mékong le 26, puis le 27 en mer de Chine, vers Fort Zeelandia. De Necker estime les pertes cambodgiennes à plus de cinq cents hommes, ce qui semble exagéré. L'humeur des marins ayant échappé au péril est telle qu'une chanson est composée pour commémorer cette bataille sur le Mékong, chanson qui

n'a malheureusement pas été conservée (« Chapter IV : The Expedition to Cambodia, 1644 », pp. 47-62).

[Conclusion]. Les conséquences. Malgré ce fiasco van Diemen ne baisse pas les bras : dans son rapport aux directeurs de la Compagnie en date du 23 décembre 1644 il évoque une deuxième expédition à venir, qu'il espère cette fois-ci fructueuse. Reconnaisant les erreurs contenues dans ses instructions au capitaine Harouse, il préconise une attaque directe de Phnom Penh, qui servirait ensuite de base pour une expédition vers Oudong. Si van Diemen n'était pas décédé en avril 1645, il est très probable que cette expédition aurait eu lieu, parce qu'il y était déterminé : sa foi calviniste en faisait un pourfendeur résolu de ce qu'il considérait comme l'incarnation du mal au sein d'un monde binaire séparé entre deux absolus, le divin et le malin. La punition devait rétribuer le crime. Parce qu'il était *de facto* le seul maître à bord de l'empire maritime hollandais, et que de surcroît son bilan de gouverneur-général était trop brillant pour recevoir de sérieuses contestations de la part de l'un des 17 directeurs de la Compagnie (conquête de Malacca, parachèvement de celle de Taiwan, commerce avec le Japon, etc.). En outre, l'alliance anti-cambodgienne qu'il avait entamée avec le Siam commençait à porter ses fruits. Son ambassade envoyée à Ayuthia en juin 1644 avait été bien reçue. Certes, sur le moment, le roi Prasat Thong avait décliné l'offre de se joindre aux Hollandais pour attaquer Cambodge : ayant mieux évalué les forces militaires cambodgiennes que van Diemen il savait que la flotte de ce dernier serait insuffisante pour en venir à bout cette fois-là. Il fit malgré tout envoyer dix galères siamoises avec 500 soldats dans les bouches du Mékong mais qui parvinrent trop tard, en septembre 1644. En revanche, il était prêt à une attaque conjointe, maritime et terrestre, lorsque van Diemen aurait mis sur le pied de guerre une force plus importante, prévue pour 1645.

Le roi Ramadhipati s'attendait lui-même à une seconde attaque, qu'il essaya de retarder en faisant dépêcher une lettre à van Diemen, qui dut probablement être écrite vers mars ou avril 1645, mais ne parvint à Batavia que le 10 juillet 1645, sans doute après trois ou quatre mois de transport. Il y rejetait la faute du conflit sur van Regemortes qui avait, disait-il, mésinterprété ses propos en les rapportant au Gouverneur-général et au conseil ; du reste en ordonnant la mort de van Regemortes et de son ambassade il n'avait fait qu'obéir aux ordres de son prédécesseur l'*ubhayoraj* Paramaraja ; c'était les Hollandais qui avaient provoqué la bataille sur le Mékong ; si van Diemen préparait une autre attaque, il le prévenait qu'elle serait pareillement un échec, que même s'il envoyait cinq, six, sept ou même huit navires, il ne pourrait envahir le Cambodge parce que c'était un grand pays très différent de Malacca qui pouvait être approchée par des navires et des canons. Si van Diemen était prêt à reconnaître la seule responsabilité de van Regemortes dans le conflit, et qu'il se résolvait à ne pas envoyer de seconde expédition, le roi autoriserait la Compagnie à revenir au Cambodge et à commercer comme auparavant.

Mais à la fin de janvier 1645, van Diemen tombe sérieusement malade et décède le 19 avril, à l'âge de 42 ans. Cornelis van der Lijn lui succède, qui annule le projet de seconde expédition. Les quatre conditions de réussite avancées par Simon Domckens

sont par trop contraignantes et rendent l'opération hasardeuse : il faut d'abord une force armée considérablement plus importante, ensuite ne pas passer par la Passe des moustiques, un piège trop évident, mais plutôt par la Rivière japonaise ; occuper puis fortifier immédiatement le village de Phnom Penh ; enfin, il était nécessaire qu'une offensive terrestre des Siamois coupe la retraite probable du roi cambodgien dans son hinterland. Devant le coût, le risque et la complexité d'une telle entreprise, van der Lijn décide de tenter de recouvrer de bonnes relations avec le roi cambodgien, sans trop perdre la face. Le 29 juillet 1645, passée la saison durant laquelle il aurait pu envoyer une expédition, il lui envoie une lettre dans laquelle il renouvelle en des termes moins impérieux la demande de van Diemen tout en lui donnant une porte de sortie : s'il rend les prisonniers, les deux navires et les biens dérobés, la Compagnie « pourrait être raisonnable ». Sans doute inquiet d'une attaque siamoise, Ramadhipati accepte cette perche tendue : en février 1647 il libère les prisonniers hollandais, et les renvoie à Batavia à bord de l'*Orangienboom*, qui n'est plus qu'une épave flottante. Parvenus à Batavia le 24 avril 1647, les rescapés remettent à van der Lijn une lettre de Ramadhipati : il serait très heureux que la Compagnie revienne au Cambodge et le cas échéant, il rétrocéderait la moitié des biens confisqués. Van der Lijn accepte cette proposition qui clôt la crise entre Batavia et le Cambodge bien que les relations demeurent encore tendues pendant quelques années.

Deux observations générales peuvent être faites sur le conflit hollando-cambodgien des années 1640. La première est que, contrairement au diagnostic des Hollandais, le peuple est resté derrière son roi ce qui est un des facteurs de l'échec de l'expédition punitive. La seconde est le caractère limité du pouvoir détenu par la Compagnie au fait de sa puissance maritime dès lors qu'elle s'enfoncé dans l'hinterland d'un pays comme le Cambodge, via un fleuve sur lequel les manœuvres sont moins aisées. La fin de Ramadhipati est ensuite rappelée brièvement par l'auteur : il est renversé en 1658 à l'âge de 38 ans par une rébellion menée par deux fils et le petit-fils de l'*ubhayoraj* Paramaraja qui s'étaient réfugiés chez les Nguyễn, enfermé dans une cage en fer et déporté sur le territoire de ces derniers, où il meurt en captivité. L'auteur achève son chapitre conclusif par un paragraphe d'histoire contrefactuelle hasardeux, pour ne pas dire farfelu : et si van Diemen était resté vivant, et si la seconde expédition, siamo-hollandaise, avait eu lieu ? Le Cambodge, affirme l'auteur, serait devenu vassal du Siam et la menace vietnamienne en aurait été retardée d'autant, et donc l'antagonisme entre Cambodgiens et Vietnamiens n'aurait pas donné lieu à la production d'une haine ethnique féroce, et finalement le peuple cambodgien en aurait été plus heureux (« The Aftermath », pp. 63-72). Une bibliographie de 39 articles et ouvrages donnant aussi les 35 références d'archives utilisés par l'auteur (pp. 73-76) puis un index des noms (pp. 77-79) viennent clore l'ouvrage.

Le problème fondamental que pose cette construction narrative 'en rase-mottes' des sources consultées par l'auteur est la confiance exagérée qu'il leur accorde. En matière d'archives hollandaises, c'est presque une coutume, si l'on veut bien se

reporter plus d'un demi-siècle en arrière : un Cabaton ou un Buch¹⁵ ne procédaient pas autrement. D'un point de vue méthodologique, il n'y a là aucun progrès. Chacun décide d'ajouter ou de retrancher un détail, sans autre forme de procès que le souci manifeste de susciter une impression de cohérence, d'effacer les redondances, raboter les aspérités, taire certaines contradictions, en un mot de plaire au lecteur qu'on imagine à juste titre assommé par la richesse de l'étalage informatif, dont le caractère inédit garanti à lui seul d'attirer le chaland. Car enfin de deux choses l'une : soit le projet consiste à poser un problème historique soulevé par la consultation des archives et en ce cas la réponse aux questionnements qu'elles suscitent doit se départir de « l'esprit de boutonnière »¹⁶ ; soit il s'agit de donner à lire le journal, la correspondance et les rapports des officiers de la loge : en ce cas il est préférable d'éditer intégralement la source, et d'en faire la glose. Indécis, l'auteur donne l'impression de naviguer entre ces deux eaux, sans parvenir à tenir un cap.

Dans la mer sombre des détails, certains livrés jadis par Cabaton ou par Buch sont ici passés sous silence : lorsque Kraan relate la prise du *Rijswyck* le 27 novembre 1643, il n'en précise pas les modalités (p. 30), quand Cabaton parle de son côté de coups de fusil et donne encore d'autres précisions¹⁷. Parfois, la lecture de Kraan et celle de Buch divergent : dans un cas l'opération de destruction des canons est un succès partiel (p. 55), dans l'autre on apprend pourquoi : les soldats hollandais manquaient de clous pour saboter toutes les pièces à feu¹⁸. Ailleurs, c'est une incohérence qui pointe, résultat – on ne peut le savoir faute d'accéder à la source – d'un raccourci de l'auteur dans sa traduction des textes ou d'un non-dit des textes qu'il aurait pu commenter : par exemple on comprend mal comment le *Noordsterre* parvient avec seulement 10 soldats et 68 marins à prendre le contrôle de l'*Orangienbom* auparavant présenté comme étant bondé de Portugais, de Japonais, de Malais et de Cambodgiens, en dépit de l'assertion selon laquelle les marins et les soldats du premier navire étaient particulièrement aguerris (p. 61). Procédé rhétorique de mise en scène guerrière à la gloire des Bataves ? Ailleurs, ce sont des dates contradictoires dont on sait qu'elles peuvent exister malgré le pointillisme – ou en raison de celui-ci ? – des archives de la Compagnie¹⁹. L'auteur signale bien celles

¹⁵ CABATON, Antoine, *Les Hollandais au Cambodge au XVII^e siècle*, Paris, Société de l'histoire des colonies françaises, Édouard Champion & Émile Larose, 1914, 96 p. ; BUCH, M. J. W., *loc. cit.*.

¹⁶ Le mot est de Lucien Febvre dans MAZON, Brigitte ; MÜLLER, Bertrand (éd.), *Lucien Febvre. Vivre l'histoire*, Paris, Robert Laffont / Armand Colin, coll. « Bouquins », 2009, 1109 p.

¹⁷ CABATON, A., *op. cit.*, p. 58.

¹⁸ BUCH, M.J. W., *loc. cit.*, p. 220.

¹⁹ Voir la p. 85 de notre note sur « Les Hollandais au Cambodge ... », *loc. cit.*, où se posait la question de la date effective d'arrivée de Paul Croocq au Cambodge. Nous y avançons fautivement la date du 12 octobre 1637, à la suite d'une lecture trop rapide de Buch : en réalité ce dernier ne donne pas de date d'arrivée mais une date de départ, la même que celle de Cabaton, le 28 avril 1638. La date d'arrivée avancée par Kersten à partir de Müller, le 8 juin 1638, est donc recevable, à condition toutefois d'élucider le mystère d'un rapport rédigé par cet officier sur le Cambodge en date du 7 mai 1638... (*cf.* Fol. 469-486, Copie du rapport du

de l'assassinat des deux Hollandais par les Portugais (p. 17, note 33) mais il ne dit mot d'une contradiction d'importance que sont les deux dates relatives au sacre de Ramadhipati. Il avance ainsi la date du 2 juin 1642, en s'appuyant sur une étude de Kersten lequel cite pourtant un *Dagh register* plaçant l'événement le 4 avril 1642²⁰ (p. 16). Passons sur une coquille bénigne : dans le corps du texte, les instructions données par van Diemen à van Regemortes pour accompagner l'ambassade quittant Batavia le 1^{er} septembre 1643 sont datées du 31 décembre 1643 (p. 26) ; il s'agit en fait du 31 août 1643, comme il est bien spécifié dans la note de bas de page donnant la source (note 52). Mais il est une date des plus étranges, qui ne fait l'objet d'aucun commentaire : le 27 novembre. À suivre l'auteur, c'est d'abord le jour où Ramadhipati accepte, sous réserve du secret, l'argent des Hollandais, en l'année 1642 (p. 19). Mais c'est aussi ce même jour que, en l'année 1643, le roi décide de faire massacrer l'ambassade de van Regemortes, semble-t-il pour la raison qu'il veut révéler publiquement cette transaction, en des termes plus qu'insultants pour le roi (p. 29). Coïncidence ? Avant de se poser la question on eût aimé que l'auteur nous rassurât sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un imbroglio documentaire, toujours possible (cf. *supra*, note 19) ; que vaut, par exemple, la tradition concurrente citée par Cabaton d'un massacre qui se serait déroulé en fait en octobre et dont il ne dit mot ?²¹ Si les dates du 27 novembre se révélaient justes, il serait évidemment loisible d'écarter la simple coïncidence pour envisager l'hypothèse inverse d'un calcul royal hautement significatif. L'avenir du dépouillement des archives dira ce qu'il convient d'en penser.

Table chronologique <i>(les événements auxquels les sources apportent des dates contradictoires sont en italique)</i>	
1641	
décembre	<i>D'après Valentijn, assassinat des deux Hollandais par les Portugais (Kraan, p. 17, n. 33)</i>
Mi décembre	Arraisonnement de la jonque de Prescorneock par les Hollandais (Kraan, p. 18)
1642	
5 janvier	Révolution de palais par Satha (Kraan, p.14)
2 février	<i>D'après Müller, assassinat des deux Hollandais par les Portugais (Kraan, p. 17, n. 33)</i>
4 avril	<i>Intronisation selon un <i>Dagh register</i> (Kersten, loc. cit., p. 17 n. 64)</i>
9 avril	<i>Mise à mort du « frère aîné » de Satha (Kraan, p. 15)</i>
10 avril	<i>Mise à mort du « frère aîné » de Satha (Kersten, loc. cit., p. 16)</i>

commissaire Paul Croocq touchant sa mission auprès de S. M. Cambodgienne et les affaires de la Compagnie au Cambodge, en date du 7 mai 1638, CABATON, A., « Les Hollandais en Indochine aux XVI^e et XVII^e siècles », *Revue de l'histoire des colonies françaises*, 2^e trimestre, 1914, p. 201). À moins de penser qu'il fit parvenir ce rapport depuis son navire, en route vers le Cambodge ?

²⁰ KERSTEN, C., « Cambodia's Muslim King: Khmer and Dutch Sources on the Conversion of Reameathipadei I, 1642-1658 », *Journal of Southeast Asian Studies*, n° 37, 2006, p. 17 n° 64.

²¹ CABATON, A., *op. cit.*, p. 55.

28 avril	van Diemen recevait une lettre du roi cambodgien (Mak, p. 271) ²²
Mai	Préparatifs du sacre ; découverte du complot organisé autour des fils de l' <i>ubhayoraj</i> (Kraan, p. 15)
20 et 22 mai	Épuration des comploteurs (Kraan, p. 15)
23 mai	van Regemortes est assailli par des Portugais (Buch, p. 215)
29 mai	Exécution de l'aîné des princes comploteurs (Kraan, p. 16)
2 juin	<i>Intronisation de Satha qui devient Ramathipati</i> (Kraan, p. 16)
21 juillet	Ramadhipati reçoit une première ambassade hollandaise (Buch, pp. 216-217)
Novembre	Conversion de Ramadhipati à l'islam (Kraan p. 16, citant Kersten, <i>loc. cit.</i>)
19 novembre	Ramadhipati envoie un ultimatum à van Regemortes le sommant de payer (Kraan, p. 19)
27 novembre	Ramadhipati accepte la somme de 4000 taël de van Regemortes (Kraan, p. 19)
[Mi décembre au plus tard]	le roi envoie une lettre à van Diemen sur pression des Portugais, reçue le 11 janvier 1643 à Batavia (Kersten, <i>op. cit.</i> , 2003 citant Müller)
1643	
11 janvier	van Diemen reçoit la lettre de Ramadhipati (Kraan, p. 75)
1 ^{er} septembre	L'ambassade de van Regemortes quitte Batavia (Kraan, p. 27)
Mi octobre	L'ambassade arrive à la loge cambodgienne (Kraan, p. 28)
Octobre	<i>D'après Wiselius (Cabaton, op. cit., p. 55), massacre de l'ambassade de van Regemortes</i>
27 novembre	<i>D'après Müller, massacre de l'ambassade de van Regemortes</i> (Kraan, p. 29, n. 61)

Mais d'autres sources, à portée immédiate de l'auteur, auraient aidé à faire entendre le point de vue de la royauté cambodgienne. C'est le cas des traductions des lettres des souverains cambodgiens, dont seule celle de 1645 est utilisée²³, alors que celle de 1643 se trouve pourtant référencée en bibliographie²⁴ et que d'autres, celles de 1637-1638 ont été signalées par Cabaton depuis longtemps²⁵. S'en remettre à la seule expertise hollandaise en la matière risque d'être périlleux. Les affaires palatines sont assez mal connues des Hollandais, qui observent péniblement depuis leur ponton l'agitation cambodgienne : en apparence impavides, ils scrutent l'actualité d'un œil inquiet, victimes idéales des rumeurs qui ne manquent pas de circuler autour du palais, et pour tout dire entièrement dépendants de leurs intermédiaires, chinois ou japonais, dont ils ne sont jamais bien sûrs. C'est pourquoi l'on peine à croire une

²² MAK, Phoeun, *Histoire du Cambodge de la fin du XVI^e siècle au début du XVIII^e siècle*, Paris, EFEO, 1995, p. 271. La référence de l'auteur est mystérieuse car il renvoie ici aux pp. 216-217 de Buch lesquelles mentionnent bien une lettre du roi cambodgien envoyée à Batavia mais n'en donnent pas la date.

²³ *Copie Translaet Missive door den Coninc van Cambodia aen den Gouverneur-Generael, ontvangen in Batavia 10 Julie 1645*, Archief der Vereenigde Oost-Indische Compagnie, inv. 1152.

²⁴ *Copie Translaet Missive des Coninghs van Cambodja aen den Gouverneur-Generael Antonio van Diemen, aengekommen in Batavia*, 11 janvier 1643, Archief der Vereenigde Oost-Indische Compagnie, inv. 1141.

²⁵ *Fol. 1432-1433. Tranlaet van de missive van de Coninck van Cambodja aan den heer gen. Van 't landt van Jaccatra*, 1637 ; fol. 283-287. *Translaet van 2 missives van den Coninck van Cambodja aen den gov.r gen.l van Diemen*, 1638 cf. CABATON, A., *loc. cit.*, pp. 198-199.

Generale-Missive du 23 décembre 1644 lorsqu'il y est affirmé sans autre précision qui permettrait de juger la qualité de l'information que Ramadhipati était présent en personne à bord du *Rijswijck* pour donner l'assaut au petit matin du 22 juillet de la même année (p. 60). Au-delà du problème du recoupement de l'information qui affleure çà et là, c'est aussi la manière dont l'historien exploite les potentialités des sources qui donne un sentiment d'incomplétude. L'orange est belle, mais pour filer la métaphore, l'auteur n'en tire pas tout son jus. Ainsi en va-t-il du plan de la bataille navale de juin 1644. Au lieu d'une transcription fidèle des légendes, le lecteur n'accède qu'à un résumé qui simplifie quand il ne biaise pas les données : le n° 3 n'est pas simplement « une tranchée dans laquelle trois canons sont placés » puisque le texte original évoque la présence de « l'Ocknea Ballasom »²⁶, autrement dit l'Oknha Krallahom ou ministre en charge des affaires fluvio-maritimes. En clair, le plus haut dignitaire après le roi était présent, d'après le concepteur du plan, aux avant-postes de la bataille, sur la rive droite du fleuve, juste en face du premier pont. On apprend ensuite par la légende n°10 que les Portugais, les Japonais et des combattants d'autres nations étaient concentrés à la manœuvre derrière la plus grande des batteries, sise sur la rive droite devant la « pyramide » de Phnom Penh, et qu'elle comprenait au moins 38 pièces. Les quartiers de l'Ocknea Tjouthey, dont on savait grâce au récit des Chinois recueilli par Domskens qu'il avait trouvé la mort dans la bataille (p. 59), sont placés par la légende n° 16 derrière la batterie de canon de la rive gauche détruite par les Hollandais et l'on apprend par la même occasion qu'il a péri lors de l'assaut des Cambodgiens pour défendre la passerelle, une attaque que l'auteur nous avait dit partir de la rive droite (p. 56) : erreur du texte ou du traducteur ? On lit ensuite dans la légende au n° 20 et l'on voit très bien sur le plan une pyramide, et même « une haute pyramide située dans le village de Phnom Penh ». N'était la forme de cette pyramide, on penserait immédiatement au Vat Phnom, le mont cosmique de la cité des Quatre-bras. Mais elle donne l'impression d'une construction très haute en planche de bois dont la forme effectivement pyramidale ne rappelle en rien un *stupa*. La légende 21 est bien intéressante, malheureusement le dessinateur a omis de reporter sa position sur le plan, si bien qu'on ne sait où se trouve la « colonie de diverses nations, annamites, cochinchinois, chinois, etc. vivant du commerce de la soie ». Les légendes 23 (« la rivière menant à Oudong ») et 24 (« la rivière menant à la ville de Lo/coponde [?] ») ont manifestement été interverties par le dessinateur, sans que Kraan en dise mot. C'est enfin le paysage dessiné en arrière-plan qui aurait mérité l'attention d'un botaniste : extrêmement détaillé, il semble qu'il permette une identification de la flore ambiante pour ce qui est des végétaux représentés sur la rive gauche. Sur la rive droite, Phnom Penh, décrite comme un village par les textes, n'est pas représentée autrement que par la fameuse pyramide. Au Nord de celle-ci se trouve une suite de petites implantations, de trois ou quatre maisons, inscrites dans des carroyages qu'on croit pouvoir dire être des rizières, et quelques arbres. Partout des groupes d'hommes

²⁶ Nous remercions Monsieur Robert Aarsse d'avoir vérifié pour nous les légendes du plan à partir d'un agrandissement.

armés d'arcs et de flèches, par quatre ou par six, sillonnent cette campagne. Au Sud de la pyramide, on discerne un petit canal inachevé (en d'autres termes un *braek*), et au sud de cette petite voie d'eau, inscrits dans un paysage semblable à celui qu'on vient de décrire au Nord, et juste en retrait d'une batterie de canon située derrière la passerelle (le n° 11 de la légende), se trouvent deux larges enclos, mitoyens, dont on ignore la fonction. D'autres détails mériteraient l'attention. Signalons pour clore ce chapitre une coquille dans le tableau de la p. 57 : à suivre la logique des chiffres, le total de 'malades' après la bataille navale est de 12 et non 113. La bibliographie, dans laquelle on ne trouve étonnamment pas trace de l'édition du journal de G. v. Wuysthoff par J.C. Lejosne²⁷, est malheureusement dépourvue de pagination pour les articles.

Sur le rivage des idées cette fois, est évidemment contestable la mise en scène générale du livre, énoncée dès le titre. Elle tend à faire de la V.O.C. la première composante d'un conflit bilatéral qui l'opposerait à la royauté cambodgienne, quand elle ne fut qu'un élément de conflit parmi d'autres que devait gérer la couronne khmère. Toutes choses étant égales par ailleurs, parce que la Compagnie dispose bien sûr d'une meilleure perception des enjeux régionaux de par ses multiples implantations asiatiques, on retrouve un penchant similaire à celui d'une certaine historiographie de tradition française, consistant à lire les événements de la fin du règne de Naraï exclusivement au filtre des relations d'ambassade de Louis XIV, quand les Français ne furent qu'une partie souvent manipulée d'un jeu diplomatique beaucoup plus vaste. L'auteur y va ainsi de son propre enthousiasme en gratifiant van Diemen du sobriquet de « very dangerous adversary » pour le roi cambodgien au motif qu'il fabrique de fausses lettres destinées à semer la zizanie entre le roi et ses principaux dignitaires (p. 46). On ne sait pourtant rien de l'effet réel de ce machiavélisme de bureau puisqu'on ne connaît pas la destinée des lettres. Il est justement significatif que les sources n'enregistrent aucune conséquence politique à l'emploi de cette pratique, connue des sociétés curiales renaissantes et classiques, mais dont rien n'indique qu'elle pouvait avoir un impact au sein de sociétés dans lesquelles la lettre n'était rien sans un émissaire officiellement mandaté, et n'avait de valeur qu'encadrée par un rituel complexe faisant des mots écrits par le souverain émetteur un corps quasi sacré qu'il fallait entourer d'une pompe à l'image de son rang²⁸. On voit alors que la « very » dangerosité de van Diemen tient à peu de choses, en l'occurrence à six déserteurs chinois (p. 35) qu'il charge de porter ses missives à la cour du roi (p. 46) ; les mêmes Chinois qui avaient trahi une première fois l'Apostat pour sauver leur peau, et qui pouvaient trahir une seconde fois Batavia pour la même raison.

²⁷ LEJOSNE, Jean-Claude, *Le journal de voyage de Gerrit van Wuysthoff et de ses assistants au Laos (1641-1642). Seconde édition, revue et complétée*, Metz, Centre de Documentation et d'Information sur le Laos, 1993, 234 p.

²⁸ Sur le rituel de réception des lettres, v. par exemple DHIRAVAT, Pombjra na, *Siamese court life in Seventeenth century as depicted in European Sources*, Bangkok, Chulalongkorn University, Faculty of Arts, International Series n° 1, 2001, pp. 112-113.

Pour toutes ces raisons le titre retenu n'apparaît pas comme particulièrement pertinent. D'abord, *Meurtres et troubles* sont récurrents dans l'histoire post-angkorienne, et l'on ne voit pas que les années 1636-1647 échappent à la règle. On pourrait d'ailleurs en retourner l'adresse aux Hollandais : n'ont-ils pas inauguré leur implantation péninsulaire en provoquant un conflit sanglant avec la seigneurie de Hué, conflit qui a vu la mort d'une vingtaine de Hollandais et le massacre d'un village de la côte en représailles ?²⁹ Et que dire de la bataille navale de 1644 qui rappelle étrangement le désastre annamite du 7 juillet 1643, plus cuisant encore que la déroute essuyée au Cambodge ?³⁰ Si l'on se prend alors au jeu de renverser la perspective, ne serait-ce pas plutôt, selon l'approche, extérieure ou intérieure, qu'on souhaite valoriser : *Rodomontades et maladresses au pays khmer* pour la Compagnie ou *Domestiquer les Européens* pour le roi khmer ? L'auteur est dans tous les cas prisonnier de ses sources, qui tendent, par leur abondance relative et par leur précision apparente, à hypertrophier l'importance des Hollandais. Ce qui l'entraîne par contrecoup à minimiser la connaissance qu'on peut avoir du Cambodge post-angkorien malgré la pénurie de sources autochtones. Ce dernier n'est certainement pas un « dark age » (p. 4), proposition formulée au début des années quatre-vingt par David Chandler mais récusée une décennie plus tard par le même consécutivement aux progrès enregistrés par l'historiographie en ce domaine³¹.

Ces limites posées, l'ouvrage est grandement profitable. Il donne d'abord la possibilité, en croisant les sources, de documenter les communautés marchandes du Cambodge, qu'il s'agisse des Portugais – « blancs » ou « noirs » c'est-à-dire métis des populations de l'empire lusitanien (p. 14, n. 20) – ou des Japonais, prompts à placer leur sabre au service de l'Apostat. Il enrichit aussi la connaissance que l'on peut avoir de son gouvernement en livrant notamment des titres de dignitaires qu'on ne connaissait pas jusqu'ici – ou des renseignements complémentaires sur ceux que l'on connaissait déjà. Il livre enfin et surtout une ethnographie des agents de la Compagnie à la manœuvre, depuis le détail de leur route maritime vers le Cambodge (p. 47), jusqu'aux raisons biographiques de l'insolence affichée par l'ambassadeur van Regemortes (p. 11). C'est d'ailleurs en ce domaine « psychologique » qu'il est le plus riche, dans la mesure où il autorise une approche collective : les représentants des Provinces-Unies, mais la remarque pourrait s'étendre aux envoyés de Louis XIV au temps du roi Narai, n'ont, semble-t-il, jamais accepté d'être traités pour ce qu'ils étaient dans ces mers éloignées où les grandes puissances étaient la Chine ou le Grand Moghol : de simples émissaires de puissances secondaires, auxquelles devait

²⁹ GASPARDONE, Emile, compte rendu de Buch, W. J. M., *De Oost-Indische Compagnie en Quinam. De betrekkingen der Nederlanders met Annam in de XVII^e eeuw*, Amsterdam, H. J. Paris, 1929, xii + 124 pp., *BEFEO*, t. XXIX, 1929, p. 365.

³⁰ *Ibid.*, pp. 368-369.

³¹ Cf. le chapitre intitulé « Cambodia's Dark Ages » dans CHANDLER, P. David, *A History of Cambodia*, Boulder & Co, Westview Press, 1983 qui devient par la suite « Cambodia after Angkor » dans l'édition de 1996 puis dans les éditions postérieures, par exemple *A History of Cambodia*, Chiang Mai, Third Edition, Silkworm Books, 2000.

être appliqué le même protocole qu'aux nations considérées comme inférieures³². Dès lors, l'origine fondamentale de leurs déconvenues n'est pas tant qu'ils sont incapables de suivre le protocole – lorsqu'ils s'y résignent ils savent le suivre à la lettre (p. 42) –, mais qu'ils ne veulent point toujours se résoudre à admettre leur petitesse. Ils le font d'autant moins que leur puissance s'affirme suite à la prise de Malacca, ce qui peut être un élément d'explication de leur arrogance croissante affichée à la cour cambodgienne, où ils avaient su, à leurs débuts, faire profil bas³³. Ainsi que l'auteur la présente, la personnalité 'conquérante' de van Diemen n'y est sans doute pas pour rien.

Le portrait d'un Ramadhipati, barbare et sanguinaire, puise à l'évidence à ce sentiment de supériorité dont l'auteur et ses sources montrent qu'il n'était guère justifié : la cruauté imputée à Satha lors de sa prise de pouvoir n'a de fait rien à envier à la justice divine infligée par van Diemen – petit Calvin annihilant l'angoisse d'un désamour de Dieu par une prédication de la Vérité en acte³⁴ ? La torture systématique avant les jugements (p. 33, note 73), ainsi que la charmante peine de mort par broyage des os (p. 34), qui n'était pas la plus sévère à Batavia puisque les condamnés étaient parfois précautionneusement maintenus en vie dans cet état pendant trois jours avant que n'arrive le coup de grâce (p. 34, note 76) a-t-elle quelque chose à envier à l'écrasement par un éléphant ? On retrouverait ici comme un reliquat de l'exclusivisme religieux européen³⁵ transplanté jusque sous les tropiques, où « luthériens »³⁶ des Provinces-Unies et « papistes » ibériques exorcisent l'anxiété d'une distanciation divine en se faisant soldats de Dieu par le truchement d'une violence mise au service de la conquête impériale.

Évidemment d'une grande utilité, ce petit livre vient toutefois rappeler la nécessité d'une relecture critique *en corpus* des sources hollandaises traitant du Cambodge, ce qui impliquerait de les confronter entre elles mais aussi de les comparer aux autres sources disponibles. À défaut d'être en mesure de produire un travail analytique poussé sur un corpus de sources défini, comme c'est maintenant l'usage avec les sources de la V.O.C relatives au Siam³⁷, ou comme on l'a vu faire il y a peu avec les

³² Pour un exemple siamois de cette hiérarchisation, v. « Chapter 6 : Royal Audiences » [in] DHIRAVAT, Pombeyra na, *op. cit.*, pp. 104-121.

³³ BUCH, M.J. W., *loc. cit.*, p. 199.

³⁴ Pour une biographie entièrement renouvelée de Calvin, v. CROUZET, Denis, *Jean Calvin. Vies parallèles*, Paris, Fayard, 2000, 480 p.

³⁵ Sur ces questions, v. CROUZET, D., *Dieu en ses royaumes. Une histoire des guerres de religion*, Paris, Champ Vallon, « Epoques », 2008, 542 p.

³⁶ L'insulte émane des Portugais du Cambodge à l'encontre des calvinistes de la Compagnie, v. CABATON, *op. cit.*, p. 44 : « Veni ca, vilhacos, borrachos, lutheranos ! ».

³⁷ DHIRAVAT, Pombeyra na ; BRUMMELHUIS, Han Ten ; CHUTIWONGS, Nandana ; CHAROENWONGSA, Pisit (éd.), *Proceedings of the International Symposium « Crossroads of Thai and Dutch History »*. On the occasion of the 400 years of relations between Thailand and the Netherlands, 9-11 September 2004, Leiden, National Museum of Ethnology / Bangkok, SEAMO-SPAFA, 2007, 654 p.

sources espagnoles sur le Cambodge³⁸, il est sans doute préférable de commencer par éditer les sources européennes *in extenso* à l'aide d'un appareil critique *ad hoc*³⁹, en ne masquant rien de leurs rugosités, plutôt que d'en tirer rapidement un parti qui, pour être informatif, n'en risque pas moins d'être partiel, partial, et parfois trompeur.

Grégory MIKAELIAN

Mathieu GUERIN, *Paysans de la forêt à l'époque coloniale. La pacification des aborigènes des hautes terres du Cambodge (1863-1940)*, Caen, « Bibliothèque d'histoire rurale » n° 10, Association d'histoire des Sociétés Rurales / École française d'Extrême-Orient / Centre de Recherche en Histoire Quantitative (UMR CNRS 6583), 2008, 356 p., 29 €.

Dans la débauche de publications suscitée par le renouveau des études coloniales se distingue la thèse remaniée de Mathieu Guérin. Pour plusieurs raisons. D'abord, il n'encombre point son texte de trente-six volutions oratoires pour juger cette période, qu'il suffit comme l'auteur de condamner d'un point de vue éthique, quel qu'ait pu en être par ailleurs le bilan économique ou social ; ensuite parce qu'il n'est pas sujet aux vapeurs théoriques qui enfument le champ des études coloniales : on sait qu'une myriade de partisans ferraille beaucoup, en une vendetta scientifiquement stérile dont on se demande si l'arme de distinction 'philosophique' qui la nourrit ne serait pas moins ordonnée à la compréhension des *realia* coloniales qu'à la conquête de l'espace médiatico-universitaire (citer les penseurs à la mode fait toujours bien) ; enfin parce qu'il pratique le terrain cambodgien et les sources vernaculaires, une faculté qu'on aimerait voir répandue dans le champ des études coloniales : trop de travaux masquent une méconnaissance des langues et des sources par des injections

³⁸ KLAGES, Jenny, *Cambodia, Catholicism, and Conquistadores: Spanish-Cambodian Interactions from the late Sixteenth to the mid-Seventeenth century*, Ph. D., University of Hawai'i, 2007, 296 p.

³⁹ Comme l'auteur s'y est lui-même réussi en collaborant à l'édition de la relation de voyage de Van Vliet (BAKER, Chris ; DHIRAVAT, Pombejra na ; KRAAN, Alphonse van der ; WYATT, David, *Van Vliet's Siam, op. cit.*). Signalons aussi l'édition en anglais du journal de Castelyn (KERSTEN, Carool, *Strange Events in the Kingdoms of Cambodia and Laos (1635-1644). Translated, annotated and introduced by*, Bangkok, White Lotus, 2003, in-4°, xlviii + 78 p. + VIII pl.) dont nous avons rendu compte dans un précédent numéro de *Péninsule* (cf. *supra* note 1), ainsi que celle de la relation d'une ambassade portugaise auprès du roi Narai (SEABRA, Léonor de, *The Embassy of Pero Vaz de Siqueirato to Siam (1684-1686)*, University of Macau, 2005, 400 p.), ou encore celle de la relation de voyage de Marini (POLENGHI, Cesare, « Giovanni Filippo de Marini, *Delle Missioni... (1693): an annotated Translation of the Chapters on Cambodia, Siam, and Makassar* », *Journal of the Siam Society*, vol. 95, 2007, pp. 25-72).

théoriques qui ne sont d'aucun secours dans l'exercice de compréhension des sociétés locales⁴⁰.

Maître de conférences en histoire contemporaine à la faculté d'histoire de Caen, M. Guérin était formé pour éviter ces écueils : après des études d'histoire qui l'ont vu certifié, il s'est imprégné du khmer, puis a entamé sa lecture du fait colonial à partir de sources françaises et khmères à l'occasion d'un DEA⁴¹, pour finir par rédiger en 2003 une thèse en continuité de ce dernier⁴². C'est celle-ci qui est publiée aujourd'hui avec quelques coupures et modifications de plan, à la suite d'un premier livre⁴³ et de plusieurs articles traitant de l'histoire des Hauts-plateaux cambodgiens⁴⁴ ou des

⁴⁰ Un exemple parmi d'autres, le livre d'E. Saada sur les métis franco-indigènes en Indochine (SAADA, Emmanuelle, *Les enfants de la colonie : Les métis de l'empire français entre sujétion et citoyenneté*, Paris, Ed. La Découverte, Coll. « L'espace de l'histoire », 2007, 335 p.). L'auteur y occulte totalement la dimension indigène du métissage, lequel possède pourtant sa propre temporalité, avec son vocabulaire, son droit et ses pratiques, expérimentées de longue date avec les Portugais aux XVI-XVII^e siècles, puis surtout avec les Chinois à partir du XVII^e siècle ; le fait massif de la question du métissage en Indochine étant bien évidemment le métissage chinois, dont les répercussions sociologiques ont été cruciales au XIX et au XX^e siècles. Les quelques métis franco-indigènes relevant de l'épiphénomène, on avoue rester perplexe devant cet acharnement à traiter d'un groupe sociologiquement ultra minoritaire, dont l'impact fut à peu près nul pour les sociétés locales, mais encore devant la manière de le traiter puisque la réalité générale du phénomène du métissage en Péninsule indochinoise n'est jamais prise en compte comme référent pour caractériser le tout récent métissage franco-indigène ; en d'autres termes, l'auteur ne se demande à aucun moment ce que peut être un métis pour les sociétés colonisées. La décolonisation de l'histoire coloniale a donc encore de beaux jours devant elle.

⁴¹ GUERIN, M. *Aborigènes, monarchie cambodgienne et entreprise coloniale française, pouvoirs et dominations dans le Nord-est cambodgien sous le règne de Norodom, 1860-1904*, mémoire de DEA, Université Paris VII, 2000, 2 vol., 143 p. et 105 p.

⁴² IDEM, *Des casques blancs sur le plateau des herbes : la pacification des aborigènes des hautes terres du Sud-Indochinois, 1859-1940*, Thèse de doctorat : Lettres, sciences sociales et humaines, Paris VII, 2003, 516 p.

⁴³ GUERIN, M. ; HARDY, A., VAN CHINH, N., *Des montagnards aux minorités ethniques : quelle intégration pour les habitants des hautes terres du Viêt Nam et du Cambodge ?* Paris / Bangkok, L'Harmattan / IRASEC, 2003, 354 p.

⁴⁴ GUERIN, M. « L'administration des proto-indochinois du Nord-Est cambodgien sous le règne de Norodom », [in] *The 2nd International Conference on Khmer Studies 26-28 January 2000, proceedings*, RUPP, Phnom Penh, 2000, pp. 140-159 ; « Essartage et riziculture humide, complémentarité des écosystèmes agraires à Stung Treng au début du XX^e siècle », *Aséanie*, n°8, 2001, pp. 35-55 ; « Droit des Mnong au début du siècle » [en khmer], *Annales de la Faculté de droit et des sciences économiques de Phnom Penh*, 2000-2001, pp. 35-41. « 'L'ennemi, c'est le moustique', Tirailleurs cambodgiens et Pastoriens face au paludisme dans le Haut-Chhlong », *Revue historique des armées*, n° 236, 3^e trimestre 2004, pp. 113-125 ; « Affaire opposant l'oknha Nearin Sena Ek et le Pnong Ang Kiet, 1891, étude juridique », *Siksacakr, Revue du centre d'études khmères*, n° 6, 2004, pp. 16-19, 75-82 ; « Groupes ethniques autochtones des hautes terres du Cambodge au début du XX^e siècle. Essai de démographie historique », *Aséanie*, n° 17, 2006, pp. 11-28 ; avec HARMAND, J., « La première étude ethnologique sur les Mnong Biat (les Piak) », *Péninsule* n° 47, 2003, pp. 27-46 ; avec VOGIN, G., « La paroisse des affranchis.

Chams, un autre peuple présent au Cambodge et dont l'intégration au sein du système politique khmer mérite aussi l'attention des historiens⁴⁵.

Publiée par l'Association d'Histoire des Sociétés rurales, cette monographie prend place dans la Bibliothèque d'Histoire Rurale et s'attache à retracer l'intégration des essarteurs des hautes terres du Cambodge au sein de l'État royal khmer à l'époque du Protectorat. L'auteur choisit de les appeler « paysans de la forêt », à la suite de l'ethnologue Jean Boulbet. Il examine ici le cas du peuple mnong, et singulièrement celui d'un groupe de villages mnong sis dans la passe de Bu La-Bu Gler, dans l'actuel Mondolkiri, au nord-est du Cambodge. L'objectif est de retracer le processus d'acculturation de cette communauté mis en branle par le contact colonial depuis l'établissement du Protectorat en 1863 jusqu'à l'occupation japonaise, intervenue aux lendemains des grandes campagnes de pacification militaire lancées sur les Hauts-plateaux, dans les années trente. On dépasse en cela la simple histoire coloniale puisqu'il est question aussi bien de contribuer à l'ethnohistoire des Mnong qu'à l'histoire des institutions cambodgiennes. Pour jouer cette partie à trois – communautés mnong / royauté khmère / Protectorat français – dont le fil conducteur est la progression d'une administration de type moderne jusque sur les hautes terres, l'auteur s'est nourri des travaux d'ethnologues d'hier et d'aujourd'hui, a dépouillé un milliers de dossiers d'archives, « plusieurs centaines » de courriers composés en khmer par des fonctionnaires cambodgiens, des récits d'administrateurs coloniaux et réalisé une quarantaine d'interviews de Mnong vivant sur les lieux habités autrefois par leurs ancêtres.

Appuyée sur un appareil de notes fourni, illustrée par 33 photographies, 7 cartes, 4 tableaux et 1 graphique, l'étude s'organise en deux parties, correspondant chacune à une échelle d'analyse du phénomène : la première partie examine le processus de pacification des hautes terres à l'échelle du groupe de villages de Bu La-Bu Gler, afin de mettre en exergue autant que faire se peut le point de vue des paysans de la forêt devant l'ingérence des représentants de l'administration royale khmère et des colonisateurs français. La seconde partie donne une explication des faits observés au sein de la communauté de Bu La-Bu Gler en les réinscrivant à l'échelle du Nord-est cambodgien, à cheval entre les résidences de Kratié et de Stung Treng, adoptant cette fois le point de vue des administrateurs, khmers et français. Ce faisant, il est question de la destinée d'autres peuples aborigènes, comme les Jaraï ou les Stieng.

En procédant de la sorte, M. Guérin entend tirer pleinement partie du paradoxe selon lequel l'histoire de ces communautés des hautes terres ne connaissant pas l'écriture ne devient accessible à l'historien que dès lors qu'elles sont l'objet d'un

Communauté, identité et religion dans le village de Kdol, Cambodge (1898-1979) », *Aséanie*, n° 20, 2007, pp. 75-101.

⁴⁵ GUERIN M. (collab.) *et alii*. « Communauté cham et missionnaires fondamentalistes au Cambodge », [in] Stéphane DOVERT & Rémy MADINIER, *Les Musulmans d'Asie du Sud-Est face au vertige de la radicalisation*, IRASEC / Les Indes Savantes, 2003, ch. 4 ; « Les Cam et leur 'véranda sur la Mecque', l'influence des Malais de Patani et du Kelantan sur l'islam des Cam du Cambodge », *Aséanie* n° 14, 2004, pp. 29-68.

processus d'intégration, et du même coup d'altération et de mise en archives par l'État central, sis dans la plaine.

Avant les remerciements d'usages, la monographie s'ouvre sur un avertissement : l'auteur a choisi de transcrire les sources khmères en alphabet cambodgien dans leur orthographe originale, plutôt qu'en translittération scientifique. L'introduction revient sur la question épineuse de la dénomination des principaux sujets de l'histoire qui va être retracée (« Proto-indochinois », « Montagnards », « aborigènes ») avant d'énoncer la perspective retenue par l'auteur et la démarche suivie pour la mener à bien (« Introduction. Écrire l'histoire des paysans de la forêt. Aborigènes des hautes terres », pp. 1-6).

La première partie (« Bu La-Bu Gler. Une communauté mnong aux marches du royaume khmer », pp. 9-140) débute par une introduction qui rappelle les difficultés de retracer l'histoire d'une société sans écriture, le choix d'étudier le groupe de villages en question s'expliquant alors par le gisement documentaire exceptionnel retrouvé dans les archives coloniales (« Introduction. Sources et conditions de la recherche », pp. 9-11). Le premier chapitre dresse la situation ethnohistorique des Mnong et singulièrement des Mnong de Bu La-Bu Gler, en une nécessaire définition de l'identité de ce groupe, de son organisation sociale, et des relations qu'il entretient avec la couronne khmère, autant de préalables à l'analyse du contact colonial (« Bu La-Bu Gler. Confédération mnong indépendante », pp. 13-51). Le deuxième chapitre relate les modalités de la soumission de la confédération de Bu La-Bu Gler à la geste française depuis l'arrivée des premiers explorateurs jusqu'à l'installation d'une résidence à Kratié en 1884, et ses conséquences : une présence française encore faible, qui voit le ralliement du chef (*koragn*) Ang Kiet, l'installation de paysans khmers puis l'éclatement de ladite confédération après la mort d'Ang Kiet, vers 1900 (« La soumission à la puissance coloniale », pp. 53-72). De 1907 à 1926 intervient un épisode haut en couleur qui marque encore la mémoire des Mnong d'aujourd'hui⁴⁶ : le resserrement du contrôle administratif avec l'installation d'un *balat* (adjoint du gouverneur de province) et de miliciens cambodgiens, le viol qui s'ensuit de la fille du *koragn* Pa Trang Loeung par ces derniers et la révolte consécutive des Mnong derrière ce chef qui parvient provisoirement à unifier plusieurs villages en 1914, conduisant à l'assassinat d'Henri Maitre et au retour à une indépendance *de facto* pendant plus d'une décennie (Chapitre III. « Le carcan et la révolte », pp. 73-102). Il faut attendre 1926 pour voir la reprise du processus d'assujettissement des Mnong de Bu La-Bu Gler qui bat son plein dans les années trente, et qui voit le dernier baroud des hommes de Pa Trang Loeung en 1935, avec l'attaque ratée du camp Le Rolland, suivie d'une répression immédiate et de la mort du *koragn* signant la fin de la

⁴⁶ Voir un article complémentaire de l'auteur analysant un mythe fondateur mnong dont le récit grime les événements dramatiques des années 1900-1920 derrière une légende convoquant tout à trac Jayavarman VII et la soldatesque française : GUERIN, M., « Et Jayavarman 7 monta les Mnong contre les Français, ou le temps et l'espace des relations Mnong-Khmers-Français selon un récit mnong du XXI^e siècle », *Péninsule* n° 56, 2008 (1), pp. 143-156.

résistance. D'autres *koragn* se soumettent, une milice *mnong* est mise sur pied ; les Français introduisent la médecine coloniale et fondent une école où se pressent les fils de *koragn* dès 1937. À la fin de cette année, une crise messianiste partie des territoires *jarai* s'étend jusqu'aux terres *mnong*, signe du mécontentement des populations qui sourd face à l'occupation française, en dépit de la soumission (« La résignation », pp. 103-134). Si la communauté de Bu La-Bu Gler a bien été bouleversée par plus de cinquante ans de colonisation, allant jusqu'à se réfugier plus en hauteur vers l'Est pour échapper à la pénétration française, une résistance passive de tous les instants associée à une prise d'armes ponctuelle a permis de maintenir une marge de manœuvre telle que les habitants y conservent leur mode de culture traditionnel, consubstantiel à leur identité d'essarteurs, laquelle paraît se renforcer sous la bannière du souvenir de Pa Trang Loeung. (« Conclusion. Bu Gler dans le Cambodge sous le protectorat français », pp. 135-140).

La seconde partie (« Deuxième partie. Le Nord-est cambodgien. Mandarins, résidents et Phnongs », pp. 141-321) s'ouvre sur une introduction qui rappelle la situation des habitants des hautes terres du Nord-est, échappant au contrôle de la plaine au début de la période. Les archives abondantes produites par les décideurs, français et parfois khmers, autorisent alors un regard analytique sur les modalités d'intégration de cet espace, depuis le début du règne de Norodom jusqu'au déclenchement de Seconde guerre mondiale (« Introduction. Les paysans de la forêt vus par les décideurs », pp. 143-145). Le premier chapitre relate la manière dont le roi Norodom, aidé par les Français qui le conseillent, cherche à investir les marges du Nord-est qui avaient servi de refuge aux agitateurs du début de son règne : des postes de gouverneurs khmers sont installés sur les hauteurs, sous la juridiction du gouverneur de Sambor, avec pour résultante une soumission massive de villages d'essarteurs qui incorporent les rôles des tributaires, et la pénétration de Cambodgiens qui s'installent sur les forêt-clairières isolant autrefois les Khmers des aborigènes (« Contrôler les aborigènes : un défi sous Norodom », pp. 147-172). Le deuxième chapitre retrace la lente progression de la domination française sur les hautes terres, rythmée par les grands événements de l'histoire coloniale en Indochine, depuis l'arrivée des premiers pères des Missions étrangères à la fin du XVIII^e siècle jusque dans les années 1915, en passant par la révolte de 1884 et l'installation d'une résidence à Kratié, le tour de vis administratif de 1897, l'intégration de la province de Stung Treng en 1904, et l'implantation des communes en 1907 (« Chapitre II. La prise de contrôle par les Français », pp. 173-204). Le chapitre suivant examine l'idéologie républicaine à l'œuvre sur les hautes terres, un espace de non droit qu'il faudra sortir de son archaïsme au nom de la fameuse « mission civilisatrice ». Cela implique de tracer des frontières, d'imposer un droit unifié, en l'occurrence celui de la justice régaliennne khmère contre les coutumiers locaux, de remplacer le tribut trisannuel par l'impôt personnel, d'abolir l'esclavage, d'éduquer le sauvage et même d'éradiquer l'essartage perçu comme un danger pour les forêts. Les résistances à ces mesures sont fortes (« Chapitre III. Les priorités de l'action coloniale dans les hautes terres », pp. 205-244). Elles se manifestent ostensiblement à partir de 1912, lorsque les hommes de Pa Trang Loeung détruisent un poste

administratif. La répression aboutit d'autant moins que l'entrée dans la Grande guerre interdit l'envoi de renforts à Kratié. Les révoltes locales se multiplient dans les années 1913-1916, le banditisme transfrontalier fleurit, et l'autorité coloniale s'effrite, au point qu'un éléphant peut disparaître en plein jour sous le nez d'un administrateur français ! Cette dernière doit alors composer en ouvrant les négociations sur Kratié, tout en lâchant du lest sur Stung Treng qui subit une grave crise économique et se voit menacée à son tour d'une rébellion des Jaraï, en partie désamorcée par une commission de conciliation instaurée en 1915, en partie seulement car une révolte millénariste finit par éclater en 1919 (« Chapitre IV. Gérer les résistances », pp. 245-284). Il faut attendre les années 1920 pour que l'administration coloniale reconstitue ses forces après la saignée de la Grande guerre et réinvestisse les hautes terres, avec un intérêt renouvelé puisqu'il est désormais question de les mettre en valeur, notamment par l'implantation de la culture d'hévéa en territoire Stieng, autour de Snoul et Mémot, dans la province limitrophe de Thbaung Khmoum. La campagne de pacification du Haut-Chhlong menée par l'armée en 1932-1935 est ralentie par une épidémie palustre qui touche massivement les bataillons khmers et les Français, les Mnong y étant plus résistants. Leurs flèches ne peuvent en revanche rien contre les armes modernes, des Lebel puis des MAS 36, ni *a fortiori* contre les bombardiers. L'ordre revient. La France qui voit les premiers soubresauts des contestations de son pouvoir en Indochine considère désormais les Hauts-plateaux comme un espace de contrôle stratégique à l'articulation des trois pays. Dès lors, les Français se passent le plus possible d'intermédiaires cambodgiens, au motif affiché d'une protection des autochtones, un discours dont la fonction idéologique est aussi de masquer les responsabilités françaises dans la révolte mnong, en les reportant sur les seuls fonctionnaires et commerçants cambodgiens (« Le rétablissement du pouvoir de l'État dans les hautes terres », ch. V pp. 285-318). Finalement, ceux qui ont le moins résisté à l'ordre colonial, les Stieng, ont le plus perdu. À l'inverse, les plus rétifs, les Mnong du Haut-Chhlong, les Jaraï, les Brao, et les Tampuon de Stung Treng ont bénéficié des statuts fiscaux les plus avantageux. Après l'indépendance, il revient à l'État du prince Sihanouk d'assurer le contrôle de ces marges dont les Français venaient d'exclure les Cambodgiens : la création des provinces de Rattanakiri (1959) puis de Mondolkiri (1962) s'accompagne d'un recyclage de la mission civilisatrice française à la manière cambodgienne, qui voit le remplacement du terme *phnong* par l'expression « Khmers d'en haut » (Khmer Loeu) et la mise en place des outils de l'acculturation par une khmérisation forcée (« Conclusion. Une intégration inachevée des paysans de la forêt au royaume du Cambodge », pp. 319-321).

L'auteur conclut son étude en distinguant deux périodes : jusqu'à la Première Guerre mondiale, le Nord-est demeure une marge de peu d'intérêt pour la France, en dépit des grands discours de Doumer ; à partir des années 1920, en revanche, les hautes terres intéressent le pouvoir colonial non seulement pour leurs possibilités d'exploitation économique mais encore en vertu d'une nécessité nouvelle de contrôler le territoire indochinois. En somme, exceptée l'abolition partielle de l'esclavage qui écarte le danger des razzias, la « mission civilisatrice » française a

largement déstructuré les sociétés des hautes terres, avant que le régime du prince Sihanouk ne prenne le relais, et finalement que le dogme du développement arrivé dans les fourgons de l'impérialisme démocratique américain ne vienne aujourd'hui achever la besogne (« Conclusion générale. Colonisation et acculturation des paysans de la forêt », pp. 323-328).

Une bibliographie recense au titre des sources une dizaine de fonds d'archives consultés, et au titre de la critique plus de 430 ouvrages et articles. La monographie s'achève par un glossaire d'une soixantaine de termes khmers et mnong (pp. 345-346), un index des noms de personnes (pp. 347-352) et une table des matières détaillée (pp. 353-356).

Ce résumé très simplifié rend mal compte de l'abondance de renseignements qu'apporte le livre de M. Guérin, sur un sujet quasiment vierge. On y trouve à noter à chaque page et l'on gage que le lecteur intéressé par la complexité des réalités cambodgiennes puisera dans ce vivier pour faire son miel.

Une réserve toutefois. On ne sait si l'on doit suivre l'auteur lorsqu'il achève son propos en évoquant la forte résistance qu'opposèrent les habitants des hautes terres au projet civilisateur français, résistance qui serait à l'origine de l'intérêt des administrateurs-ethnographes des années trente pour ces populations (p. 328). Ne pourrait-on parler de résistance relative ? Si les Mnong opposèrent assurément plus forte résistance que le Stieng, il n'en reste pas moins qu'à l'échelle indochinoise, l'auteur donne justement à lire la manière dont ces sociétés sans État, qu'on pourrait qualifier de « molles » à la suite de Denys Lombard⁴⁷, ont été globalement perméables à l'action française, à l'inverse des sociétés de plaine. Au-delà du goût certain des Républicains français pour le bon sauvage, et d'une mystique de l'intrépide guerrier « montagnard », suscitée par la bravoure et la résilience de certaines communautés (p. 328), n'est-ce pas cette perméabilité même qui autorisa la production d'écrits ethnographiques de la fin du XIX^e siècle aux années trente ? Pour un Leclère intéressé aux coutumes cambodgiennes, combien d'administrateurs sont restés stériles en plaine, tandis que leurs homologues en poste sur les hautes terres confectionnaient de solides études sur les « Primitifs » ! D'où l'originalité de la présente monographie par laquelle l'auteur réussit la gageure de restituer une trame historique cohérente à des communautés subissant d'ordinaire un simple traitement ethnographique ou linguistique⁴⁸.

⁴⁷ Terme qu'il applique aux aires culturelles d'Océanie, des Amériques précolombiennes et de l'Afrique noire, au sein desquelles toute liberté d'action est donnée aux anthropologues, par opposition aux aires « dures », résistantes aux discours extérieurs et à même de produire en réponse leur propre discours, v. « Aires culturelles et 'résistance' », [in] LOMBARD, Denys, *De la vertu des aires culturelles et de celle des aires culturelles asiatiques en particulier*, Leiden, IAS, 1994, pp. 10-13.

⁴⁸ Voir à ce sujet l'excellente contribution du linguiste Sylvain Vogel, qui s'évertue tout en étudiant la langue à sauver le patrimoine oral des Mnong de l'Ouest, en cours de liquidation (« Pronoms et particules énonciatives en phnong », *Journal Asiatique*, 2000, t. 288, n° 2, pp. 431-475 ; *Introduction à la langue et aux dits traditionnels des Phnongs de Mondulkiri*, Phnom Penh,

Explique encore la facilité de cette pénétration française le rôle d'intermédiaire que jouèrent les fonctionnaires khmers à travers leurs prérogatives fiscales. D'un côté cette administration locale mise en place avec l'arrivée du Protectorat et qui permet son implantation logistique dissout la cohésion des communautés en les ponctionnant durement (p. 222) ; de l'autre, la présence d'un troisième terme dans l'équation permet à la France de reporter sur la partie cambodgienne ce qui peut dès lors être présenté comme des abus, d'ailleurs sanctionnés ponctuellement par des révocations (p. 216), en se déclarant protecteur des Mnongs contre l'avidité et la brutalité des fonctionnaires royaux (p. 223). Le traitement de « l'esclavage » relève potentiellement de cette même ambiguïté : si la France, qui se proclame abolitionniste, part en guerre contre le phénomène à coup d'ordonnances (1877 puis 1897), au besoin en amalgamant des situations juridiques diverses, on peut se demander dans quelle mesure l'arrivée des colons n'a pas favorisé l'intensification du trafic d'esclaves *phnong* dans le temps court de la pénétration et avant que n'intervienne l'abolition effective : l'auteur montre que ce fut par exemple le cas après les révoltes provoquées par le coup de force de Thompson en 1884 (p. 235). Il montre ailleurs que l'ordonnance de 1877 eut pour effet la rédaction de titres de reconnaissance de dettes par les vendeurs d'esclaves qui purent ainsi maquiller leur bétail humain en engagés pour dettes (p. 234). D'où il ressort que la pratique du droit indigène et ses implications sociales réelles nous sont trop mal connues pour prendre au pied de la lettre le discours 'protectionniste' français, nonobstant le fait que ses prétentions émancipatrices à l'endroit des Mnong peuvent s'avérer ponctuellement exactes.

Il apparaît dans tous les cas qu'une fois le loup – les administrateurs des plaines et leurs compradores chinois – mené par les colons français dans la bergerie – le territoire des essarteurs – l'équilibre des relations séculaires ente les riziculteurs des plaines et les paysans de la forêt est virtuellement rompu⁴⁹. Paul Mus l'avait dépeint 'structurellement' comme une relation triangulaire entre une aréole, un alvéole et un noyau : autour du *noyau* d'une cité royale s'étend un *alvéole* rizicole producteur des surplus alimentant ladite cité, lui-même entouré d'une *aréole* forestière

Funan, 2006, 284 p. ; « L'histoire des deux orphelins (Un conte phnong de Mondulkiri) », *Journal Asiatique*, t. 295, n° 1, 2007, pp. 155-216 ; et plus récemment une conférence inédite tenue au Collège de France le 21 janvier 2009 « Langue et littérature des Phnongs de Mondulkiri (étude de terrain) ».

⁴⁹ « La forêt produit des biens qui ont une grande valeur pour l'économie de la plaine et surtout pour le luxe de la Cour. Celle-ci voulait d'ailleurs assez unilatéralement y voir le 'tribut' que payaient les montagnards à sa grandeur. La période coloniale allait bouleverser cet équilibre toujours précaire en fournissant à ceux d'en-bas les moyens, sanitaires entre autres, de la pénétration et de l'installation sur les hautes terres. Évidemment, ceux des plaines qui se lancèrent dans le sillage des premiers colonisateurs européens n'étaient pas la crème. Une ère de violences, de spoliations, d'exploitation, de déportations et de meurtre de masse s'en est suivie où allaient disparaître des centaines et des milliers de villages », v. THION, Serge, « De la refonte des images brisées. Quelques lignes de synthèse en Asie », Colloque *Ethnicities and Nations*, Houston (Texas), The Rothko Chapel, 28-30 octobre 1983, p. 18.

restée au niveau le plus élémentaire du socle pré-culturel, mais entrée dans un cycle économique qui, mentalement et pratiquement, la dépasse entièrement. En effet, le *noyau* a besoin de s'intégrer dans « l'Asie des échanges » (échanges facilités par la mousson...), pour s'équiper culturellement au niveau des métropoles ; or, l'alvéole qui permet de subsister ne fournit guère de produits exportables (capacité de transport maritime) ; ce sont ces produits de l'*aréole* (penser en particulier aux « essences » précieuses, parfums, épices, médicaments, les deux dernières catégories interférant...) qui permettent les échanges internationaux⁵⁰.

Les *Paysans de la forêt à l'époque coloniale* donnent justement à lire certains éléments de permanence ressortissant à ce paradigme 'mussien', alors que se prépare le choc : ainsi de ce monastère ayant fonction de frontière vers le pays Stieng situé sur le Chhlong, dont l'abbé perçoit des taxes au profit de Phnom Penh, un fait que l'auteur rapproche fort justement d'un commentaire du voyageur hollandais van Wuysthoff rédigé en 1641 à propos d'un autre 'monastère-frontière', sis à Sambor et contrôlant le commerce avec le Laos (p. 168) ; ajoutons que c'est très exactement ce que dit la fameuse *Charte de fondation du monastère de Sambuk* datant de 1602, et citée en amont à propos des relations tributaires qu'entretiennent le roi khmer et les *pōtao* jarai (p. 151). Il y a là une manière typiquement 'galactique' d'envisager les relations avec les aborigènes, qui remonte autant qu'on puisse en filer la trace au moment d'une précédente extension de la royauté khmère vers l'Est au XVII^e siècle ; celle-ci consista à sanctionner rituellement l'exploitation des hautes terres que la Couronne khmère fit mine de leur concéder en échange d'un tribut en produits forestiers, les envoyés du roi khmer apportant en retour des produits manufacturés de la plaine. C'est là plus qu'un commerce déguisé : la *fictio legis* d'une délégation de souveraineté du roi aux chefs tribaux qui en découle – exprimée en termes parentaux (le roi khmer est l'oncle, les *pōtao* sont les neveux) et sanctionnée par la garde d'une épée royale permet dans le même temps à celui-ci de faire de ceux-là les gardiens des marches du royaume, partant les garants de la sécurité du territoire en leur conférant notamment une suzeraineté sur les peuples jarai, rhadé et phnong⁵¹. L'implantation d'un monastère, éventuellement qualifié de « porte du royaume » dans le cas de l'antique *Sambuk*, et destiné à encadrer ces relations fonctionne alors comme une borne bouddhique délimitant l'espace d'extension de la juridiction régaliennne, et c'est pourquoi l'abbé qui le dirige se voit doté de prérogatives fiscales.

Ces éléments de continuité mis en exergue, la rupture coloniale saillie d'autant : la surexploitation de l'alvéole par le noyau devait modifier l'équilibre du système. Ce déséquilibre se repère dans le passage d'une relation tributaire à un rapport de prédation directe, rapport dans lequel les aborigènes n'ont plus guère d'utilité sociale. Dès le début du règne de Norodom les relations tributaires avec les Jarai semblent être altérées puisqu'il aurait éconduit les envoyés des *pōtao* (p. 151). Mais le renseignement est à confirmer par d'autres sources, d'une part parce qu'il nous vient

⁵⁰ MUS, Paul, « Projet d'un ouvrage sur les civilisations d'Asie du Sud-Est », [in] Serge THION (éd.), *L'Angle de l'Asie*, Paris, Hermann / CNRS, 1977, p. 118.

⁵¹ TRANET, Michel, « Étude sur le Sāvātār Vatt Sampuk », *Seksa khmer* n° 6, 1983, pp. 75-108.

de Moura dont la fiabilité a pu être contestée⁵², d'autre part parce que l'on sait du même que le roi cambodgien se rendit chez les Mnong en 1875 pour y recevoir un éléphant blanc (p. 154). De tels faits relèvent – quoi qu'il en soit et pour le dire vite – d'une tradition de double légitimation des pouvoirs, fort répandue dans les sociétés curiales de la Péninsule ; comme on le voit celle-ci existait encore partiellement à la cour du roi Norodom. Les capteurs d'éléphants de l'Ouest du Cambodge en ont gardé un vif souvenir jusqu'aux lendemains de l'indépendance : ils se rappelaient en effet qu'une organisation symbolique complexe avait autrefois relié la royauté à plusieurs communautés de capteurs, dont celle des Mnong, associée à l'Est⁵³. Au même moment, du côté du palais royal, la mémoire se veut plus courte : Sihanouk remplace les anciennes relations rituelles par une folklorisation abrupte ordonnée à légitimer le contrôle territorial des hautes terres, en même temps qu'à consolider le nationalisme émergent (p. 320). Et l'on passera du « sauvage », témoin d'une ancestralité néolithique à l'inoffensif « primitif », qu'il faut éduquer. Des *phnong* aux *Khmers Loeu*. Ce sont alors les opposants politiques au régime qui pratiqueront à leur compte une manière de symbolisme palatin, en entretenant des relations privilégiées avec des peuples des hautes terres de l'Est, en continuité d'actes de brigandage commis par des « pourvus de mérites » qui, réfugiés dans les marges forestières, à la tête de troupes bigarrées souvent composées de tribaux, contestaient le pouvoir central (p. 252). On aura reconnu les Khmers Rouges qui érigèrent les tribaux en « maîtres », dans le cadre d'une utopie qui voulait renverser les hiérarchies sociales⁵⁴. D'une pierre deux coups, ils inversaient le paradigme folklorisant de Sihanouk en plaçant les *Khmers Loeu* dénigrés au sommet du corps social, tout en retrouvant de vieux réflexes, en quelques sortes environnementaux parce que liés à la fuite en forêt : l'alliance avec des tribaux.

Quelques objections pour terminer : p. 17, l'auteur cite un passage de Tchéou Ta Kouan décrivant des sauvages « Tchouang », les Tchong, comme s'il s'agissait des Mnong sans expliquer comment il passe de cette dénomination du XIII^e siècle à l'ethnonyme actuel ; p. 144, il est question d'un Cambodge qui serait une « monarchie absolue », terme impropre, puisque le pouvoir royal n'y étant jamais condensé dans les mains d'une seule personne, il ne s'agit ni d'une monarchie absolue, ni même d'une monarchie, mais d'une royauté. Signalons enfin quelques coquilles inoffensives dans le texte français⁵⁵ ou dans la transcription du khmer⁵⁶.

⁵² LAMANT, Pierre, « La date de la mort du roi Ang Duong », *BEFEO*, t. 64, 1977, p. 223.

⁵³ ELLUL, Jean, *Le coutumier rituel des capteurs d'éléphants de l'Ouest du Cambodge*, Paris, Thèse de Doctorat de l'EHESS, 1983, p. 114.

⁵⁴ « Les Khmers qui ont oublié que la plupart de leurs ancêtres étaient esclaves du roi ou des nobles, n'ont pas oublié la passivité servile devant les puissants. C'est ce qu'ils escompteront des *khmer loeu*, des 'khmers d'en haut' ou alors, dans le renversement polpotien, ils en feront des maîtres, détenant la vérité du parti par leur nature même de 'purs sauvages' », v. THION, Serge, « De la refonte des images brisées... », *loc. cit.*, p. 18.

⁵⁵ Par exemple p. 64, une inversion (« à environ situé » au lieu de « situé à environ ») ; p. 242, « l'année suivant » au lieu de « l'année suivante » ; dans la bibliographie, CEDOREK au lieu de CEDORECK, pp. 330 et 338.

Cette monographie de belle facture, abondamment illustrée de documents d'époques, contribue à combler les lacunes inhérentes à l'historiographie coloniale. Jusqu'ici, elle s'attachait surtout à construire un récit à l'échelle nationale⁵⁷, plutôt que de considérer le détail et la variété des situations régionales. On voit par exemple comment, dans le cadre d'une « colonisation sans heurts » que caractériserait le cas cambodgien, il a pu exister des confrontations sanglantes entre Français et Mnong de Bu La-Bu Gler, pour ne rien dire du processus global de pacification qui conditionna largement la disparition des Mnong de l'Ouest s'achevant sous nos yeux. L'auteur montre ainsi que les sources provinciales existent, et qu'on peut les utiliser avec profit y compris pour reconstruire l'histoire d'une marche du pays khmer. Que dire alors des provinces de plaine, peuplées de Cambodgiens ? En renouant avec une histoire appuyée sur des sources vernaculaires, M. Guérin rouvre implicitement le dossier de l'évolution de la société cambodgienne durant la période coloniale. Les perspectives ouvertes sont larges : les documents existent, qui n'attendent que d'être exploités par les historiens pour reconstruire une histoire sociale du Cambodge des années 1850 aux années 1950, une histoire qui intéresserait aussi bien les questions agraires, qu'une prosopographie élitaire, en procédant par monographies régionales.

Grégory MIKAELIAN

⁵⁶ Ainsi, la note 79 de la p. 166, ou le terme *uk nha* est systématiquement retranscrit *unha* sans le *ka* intermédiaire ; le signe diacritique dit des « dents de souris » qui manque au *krama* de la note 4, p. 2.

⁵⁷ Voir, par ordre chronologique : OSBORNE, Milton, *The French Presence in Cochinchina and Cambodia: Rule and Response (1859-1905)*, Bangkok, White Lotus [1969], 1997, 379 p. ; FOREST, Alain, *Le Cambodge ou la colonisation française. Histoire d'une colonisation sans heurts (1897-1920)*, Paris, L'Harmattan, 1980, 546 p. ; TULLY, John, *Cambodia Under the Tricolour: King Sisowath and the 'Mission Civilisatrice', 1904-1927*, Melbourne, Monash Asia Institute, 1996, 352 p. ; HANSEN, Ruth Anne, *How to behave. Buddhism and Modernity in Colonial Cambodia, 1860-1930*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2007, 254 p. ; EDWARDS, Penny, *Cambodge. The Cultivation of a Nation, 1860-1945*, Bangkok, Silkworm Books, 2008, 349 p.

3. GLOBALISATION, MONDIALISATION, DEVELOPPEMENT THEORIES ECONOMIQUES ET PROSPECTIVE

Muhammad YUNUS, *Vers un nouveau capitalisme*, Paris, Le Livre de Poche, 2009, 384 p. [<http://www.livredepoche.com>]

Joseph STIGLITZ, *La grande désillusion*, Paris, Le Livre de poche, 2003, rééd. 2008, 407 p. [<http://www.livredepoche.com>]

Sortis presque coup sur coup en livre de poche, ces deux ouvrages présentent le regard sur le développement de deux économistes praticiens de la lutte contre la pauvreté, tous deux récompensés par un Prix Nobel, de la Paix en 2006 et d'Economie, en 2001. Après la présentation des auteurs et un bref résumé de leur thèse, seront brièvement dégagées les similitudes ou différences de traitement du développement tant dans sa perception que dans les actions proposées.

Né en 1940 au Bengale oriental dans un milieu aisé¹, Muhammad Yunus étudie l'économie à l'Université de Dhaka puis aux Etats-Unis, où il enseigne ensuite en 1972 quand la guerre précipite son retour à Chittagong. Lorsqu'il s'engage aux côtés des agriculteurs du Bangladesh lors de la famine de 1974, il réalise l'écart entre les théories et la réalité et touche du doigt que l'amélioration des rendements n'est pas 'la' solution à leur problème : même s'ils ont beau travailler, les prêteurs ne leur prêtent que contre l'assurance de vendre leur production à bas prix. Après des années de lutte infructueuses pour gagner le soutien des banques, il crée en 1983 la *Grameen Bank* ou « banque des pauvres », co-récipiendaire du prix Nobel de la Paix de 2006, puis au rythme des besoins un réseau-pépinière d'entreprises dans des secteurs variés.

Le livre démarre sur un constat : la moitié de l'humanité vit avec moins de 2 dollars par jour ; si la mondialisation a permis – entre autres – à 400 millions de Chinois de sortir de la pauvreté, elle a creusé le fossé entre riches et pauvres². Malgré l'importance des sommes engagées, l'objectif fixé en 2000 par les Nations-Unies de réduire la pauvreté de moitié en dix ans ne sera donc pas atteint³ : la mondialisation nécessite une réglementation laissant une place aux plus précaires, qui doit impliquer gouvernements, organisations à but non lucratif, institutions multilatérales et acteurs de la lutte contre la pauvreté. Certaines entreprises donnent une infime partie des profits à une fondation pour promouvoir leur image et donc leurs intérêts ! Au final dans l'économie capitaliste, seul compte le profit financier. Yunus trouve là un décalage entre la théorie enseignée et la réalité de son terrain : il y voit un 'angle mort' du capitalisme qui suppose que les hommes sont identiques et recherchent tous la maximisation du profit. Les diverses politiques échouant à faire reculer la pauvreté

¹ Qui devient le Bangladesh en 1971, après la guerre d'indépendance.

² Y compris aux Etats-Unis.

³ Le Bangladesh est une exception et progresse vers ces objectifs (p. 27).

car elles considèrent les pauvres comme des fardeaux, Yunus retourne le problème en les considérant au contraire comme un potentiel d'entrepreneurs : il lance donc le *social business*, une entreprise capable de s'autofinancer et dont les profits sont réinvestis, qui n'a pas pour objectif le profit, mais l'amélioration des conditions de vie de ses acteurs.

La *Grameen Bank* consent ainsi des prêts sans garantie pour soutenir des activités génératrices de revenus et de logements⁴. Détenue par les pauvres à 94%, c'est la structure de son actionnariat et sa dynamique sociale qui en font un *social-business*⁵ : les emprunteurs sont membres de la banque ; ils font partie d'un réseau, se retrouvent régulièrement et adhèrent à ses principes⁶. Avec le temps, la banque a évolué et introduit une grande flexibilité⁷, avec un prêt pour les mendiants qui bénéficie à 100.000 personnes et un plan d'épargne retraites. Le total des dépôts en 2007 s'élevait à plus de 400 millions de dollars⁸. La fragilité du *social business* vient de la nécessité d'apporter des fonds pendant quelques années avant qu'il ne soit autonome. Le montant total de l'aide internationale est de 50 milliards de dollars par an, mais le soutien au microcrédit en représente moins de 1% (p. 126) ; il faudrait ainsi 5 % du montant de l'aide, soit 2,5 milliards de dollars pour changer les choses dans le monde.

Muhammad Yunus est devenu banquier par accident, dit-il, puis entrepreneur par nécessité. Un climat d'ébullition permanent caractérise la *Grameen* dont toutes les entreprises vendent des biens ou des services avec l'objectif d'améliorer le sort des pauvres. Les exemples ne manquent pas ! *Grameen Trust* s'engage dans un programme de *built-operate-transfer* (BOT), « clés en main » pour les pays étrangers qui veulent se lancer dans le prêt pour les pauvres⁹. *Grameen Uddog* a été créé pour promouvoir le tissage manuel traditionnel et réduire les importations textiles¹⁰. Le *Grameen Fund* soutient la création d'entreprises par le prêt ou la garantie d'emprunts. *Grameen Fisheries* et *Grameen Livestock* ont été fondées à la demande du gouvernement pour valoriser des étangs et trois mille personnes y travaillent et en

⁴ Qui ont permis de construire 650.000 maisons.

⁵ Elle accorde des prêts à 7 millions de personnes pour un montant total de 6 milliards de dollars et un taux de remboursement de 98,6%.

⁶ Les principes sont énoncés dans les « 16 résolutions », engageant les membres à travailler pour leur famille, à entretenir leur maison, cultiver et vendre la production, à avoir peu d'enfants, à les élever et les tenir propres ; à utiliser des toilettes avec fosses, à boire de l'eau propre, à ne pas exiger de dot ni commettre d'injustice et à faire de l'exercice physique !

⁷ 4 prêts différents étaient proposés, dont le total des intérêts ne pouvait excéder le montant de la somme empruntée, avec des taux entre 8 et 20% ; les prêts étudiants étaient sans intérêts pendant les années d'études et de 5% après. Pour les 10.000 prêts de 15 \$ accordés aux mendiants, ils sont sans intérêts. 10.000 mendiants sont ainsi sortis de la mendicité (p. 110).

⁸ Les dépôts d'épargne retraite en représentaient 53% (p. 116).

⁹ Des programmes ont vu le jour au Myanmar, en Turquie, en Zambie, au Kosovo, au Costa Rica, au Guatemala. Au Myanmar depuis 1997, le réseau compte 94.000 membres (p. 142).

¹⁰ Pour protéger leur propre industrie, les Britanniques avaient interdit le tissage dans le sous-continent indien et les tisserands qui osaient violer l'embargo risquaient l'amputation des pouces (p. 145).

perçoivent les bénéficiaires (p. 149). *Grameen Shikhh* vise à re-scolariser des enfants par un système de dons dont les intérêts financent une scolarisation¹¹ : en 2007, il aidait 1200 enfants grâce à 130 donateurs. *Grameen Phone* a vu le jour grâce à un partenariat avec trois entreprises étrangères en 1996 en raison du très faible taux d'équipement téléphonique¹². En 2007, *Grameen Phone* comptait plus de 16 millions d'abonnés (p. 155). Puis un programme de prêts pour des téléphones portables a fait apparaître les « dames téléphone », liens entre le monde et les villages reculés. *Grameen Shakti* fut fondée en 1996, avec pour objectif d'approvisionner les 70% de la population non reliés au réseau électrique au Bangladesh. *Grameen Shakti* est devenue l'un des plus importants fournisseurs mondiaux de panneaux solaires et a installé cent mille systèmes (p. 159). Puis Yunus monta *Grameen Kalyan* et *Grameen Health Care Services*, offrant des services de santé basiques aux familles des membres de la *Grameen Bank*¹³. *Grameen Danone*, créée en 2005¹⁴ en partenariat avec Danone produit des yaourts vendus porte à porte par les « Dames Grameen » d'abord dans des pots en terre puis biodégradables, recyclés en engrais qui seront bientôt remplacés par un pot consommable ! Bref Yunus innove, il est dynamique et convainc le président de Danone ou celui du Crédit Agricole par ses résultats ; constamment en réflexion, il remet en cause ce qu'il a créé la veille. Les idées jaillissent : si un méga-port était construit à Cox Bazar, il pourrait être géré par un *social business*, accueillir de très gros bateaux et diminuer le coût du transport. Au Bangladesh, les résultats sont tangibles : le taux de pauvreté a chuté de 74% en 1973 à 40% en 2005 et poursuit sa baisse, la croissance démographique, de 3% en 1970 à 1,5% en 2000 ; la mortalité infantile, de 10% à 4,1% ; l'espérance de vie est passée de 56 ans dans les années 1990 à 65 ans en 2006 ; la scolarisation dans le primaire de 49% en 1990 à 74% en 2004¹⁵. Mais pour continuer à se développer, le Bangladesh a besoin d'investissements étrangers suffisants et d'accords commerciaux équitables permettant l'accès aux marchés mondiaux. Yunus prend l'exemple du Vietnam qui a reçu 18 milliards de dollars d'IDE en 5 ans¹⁶ ; le Bangladesh, avec une population deux fois plus élevée, 700 millions \$ seulement. Les droits de douane très élevés freinent les exportations : sur 3,3 milliards de dollars d'exportation vers les Etats-Unis, le Bangladesh reverse 0,5 milliard en droits de douane, soit autant que le Royaume-Uni pour 54 milliards de dollars d'exportations ! Les pauvres ont d'abord

¹¹ Placé, un don de 1000 \$ produit 60 dollars de revenus, une bourse suffisante pour envoyer un enfant à l'école primaire ; 2000 \$ permettent de soutenir un enfant dans le secondaire, 3 000 \$, dans les études supérieures (p. 155).

¹² Le plus bas taux au monde d'équipement téléphonique, soit 400.000 postes sur l'ensemble du pays.

¹³ Un demi-million de personnes sont couvertes par ce programme pour un coût de 2 dollars par famille et par an et de 2,5 dollars pour les familles non-membres ; les mendiants sont soignés gratuitement.

¹⁴ P. 212.

¹⁵ Le taux d'alphabétisation passe de 26% en 1981 à 41% en 2002.

¹⁶ Les investissements directs étrangers (IDE) contribuent à 14% du PIB au Vietnam, rapportent 1 milliard de \$ par an et génèrent 800.000 emplois directs.

besoin de réglementations plus justes. Tout en dénonçant l'iniquité des accords, M. Yunus agit sans attendre et fait la preuve de l'efficacité d'autres politiques et d'actions simples envers les pauvres. Son objectif : induire un changement dans les mentalités et obtenir davantage de justice.

L'itinéraire de Joseph Stiglitz est très largement différent. Né en 1943 à Gary (Indiana), dans un milieu modeste, il prépare un doctorat (1967) au Massachusetts Institute of Technology (M.I.T.) puis enseigne la politique économique à Yale, Stanford (1974-1976), Oxford (1976-1979) et Princeton (1979-1988). En 1993, il devient l'un des consultants du Président Bill Clinton puis (1997) économiste en chef à la Banque Mondiale, pour en démissionner deux ans plus tard (1999) ; il est maintenant professeur à la Columbia Business School, à New York.

Le livre démarre également sur un constat : la mondialisation, dynamique d'ouverture au commerce international, a, certes, amélioré le sort de millions d'habitants et réduit le sentiment d'isolement de nombreux pays mais elle a aussi creusé le fossé entre les plus pauvres et les plus riches. Les manifestations antimondialisation sont un des effets de cette « mise en relation » ; si certaines se déroulent devant le siège des institutions internationales, c'est que FMI et Banque Mondiale sont devenus des acteurs primordiaux dans une économie mondiale dominée par les intérêts commerciaux et financiers des pays les plus riches¹⁷.

La Banque Mondiale a pour mission de lutter contre la pauvreté¹⁸. Le FMI, lui, est né de la réflexion de Keynes, présenté comme son parrain intellectuel, qui pensait qu'un fonds mondial serait nécessaire pour garantir l'accès à l'emprunt à tous les pays en cas de crise grave¹⁹. Il fonctionne avec le versement des quotes-parts des contribuables du monde entier ; mais son fonctionnement reflète la toute puissance des pays développés. Le livre énonce ensuite une série de « critiques » relatives au FMI et aux dysfonctionnements observés par Stiglitz lors de son séjour à la Banque Mondiale. Il dénonce la mise en place d'une politique unique imposée à tous les pays, sans consensus, où les intérêts commerciaux ont évincé l'humain et la justice sociale. Un demi-siècle après sa fondation, le FMI a échoué dans sa mission car les crises sont de plus en plus fréquentes et de plus en plus graves. Stiglitz en étudie les raisons et met en lumière quelques points, qu'il illustre d'exemples.

L'entretien annuel entre le FMI et les pays donne lieu à l'attribution d'une notation économique que seuls les pays riches peuvent se permettre d'ignorer : si les Etats-Unis avaient suivi les recommandations du FMI, ils n'auraient connu ni l'expansion économique ni la baisse du chômage des années 2000. Les pays riches ont édifié leur

¹⁷ Au FMI siègent les ministres des Finances et les gouverneurs de banque centrale ; à l'OMC, les ministres du Commerce.

¹⁸ Créée pendant la Seconde Guerre mondiale, suite à la conférence monétaire et financière des Nations-Unies à Bretton Woods, New Hampshire, en juillet 1944, en vue de la reconstruction de l'Europe.

¹⁹ La crise de 1929 avait touché le monde entier et fait monter le chômage ; le britannique John Maynard Keynes, qui jouera un rôle crucial à Bretton Woods, pensait que l'insuffisance de la demande globale expliquait l'effondrement de l'économie.

économie en protégeant certains secteurs jusqu'à ce qu'ils puissent soutenir la concurrence étrangère. Ils ont organisé la mondialisation pour en recevoir les bénéfices aux dépens des pays pauvres, fermant leurs marchés aux produits des pays les plus pauvres tout en forçant ces derniers à ouvrir leurs marchés (p. 35).

Il en va de même en matière de politiques monétaires restrictives, qui révèlent l'iniquité des différences de traitement entre les pays. Lorsque le Président Clinton s'inquiétait de l'augmentation d'un quart de point des taux d'intérêts américains, le FMI imposait des hausses de 25 points en Corée du Sud en 1997, poussant à la faillite les firmes les plus endettées et à la fuite des capitaux²⁰. Certaines des mesures imposées à la Corée du Sud étaient sans fondement, d'autres eurent des répercussions désastreuses, mais le FMI imposa les conditions habituelles de restrictions et de focalisation sur l'inflation. Sous influence des Etats-Unis, il imposait à la Corée du Sud des conditions que ces derniers auraient jugées inacceptables pour eux-mêmes.

Pareillement, le FMI dépense des milliards de dollars pour maintenir des taux de change entraînant du même coup la spéculation. Ces milliards de dollars ont servi à maintenir les taux de change à des niveaux difficilement soutenables pendant une durée suffisante pour que les étrangers et les plus riches fassent sortir leurs capitaux à des conditions favorables grâce à l'ouverture des marchés de capitaux imposée par le FMI !

De même, si la restructuration des entreprises imposée par le FMI dans bien des pays est nécessaire, des emplois devraient être créés en même temps qu'on en détruit (p. 108), car les coûts sociaux des licenciements sont importants. L'erreur du FMI est de ne pas prendre en compte le risque social et politique : il dépense des milliards de dollars pour soutenir les changes et les entreprises, mais rien pour aider les pauvres²¹. Stiglitz propose une autre stratégie en cas de crise : maintenir l'économie près du plein emploi grâce à une politique budgétaire expansionniste et la réorganisation plutôt que la liquidation des sociétés.

Du diagnostic au traitement, l'échec de la politique du FMI va être flagrant au cours de la crise asiatique de 1997. Dans les années précédant la crise, la croissance²² avait profité à tous dans la région ; si au FMI, personne n'avait analysé cette situation, les rapports économiques évoquaient un « miracle asiatique ». Moyennant quoi le FMI poussa à une libéralisation totale et rapide des marchés de capitaux pour accélérer le développement, mettant les pays à la merci des investisseurs. Les marchés boursiers, monétaires ou immobiliers s'enflammèrent, puis s'effondrèrent. Personne, pas même le FMI, n'avait réalisé les faiblesses du système et la gravité de la crise ; pourtant, dès 1997, le FMI incrimina la corruption des Etats. Les pays furent soumis à une très forte pression pour ne pas relever les droits de douane et prévenir la dévaluation des monnaies, mais l'austérité des mesures exigées aggrava la situation. En Indonésie, en 2000 (en termes réels) la production était

²⁰ En Indonésie, 75% des entreprises se sont retrouvées en difficulté, en Thaïlande, près de 50 % des prêts ont cessé d'être remboursés (p. 185).

²¹ En 2000, les pays d'Asie se sont réunis pour mettre en place un fond monétaire asiatique sous le nom d'Initiative de Chiang Mai.

²² En 7 ans, les investissements s'étaient multipliés par 7.

toujours inférieure de 7,5% à celle de 1997 (p. 199). La Malaysia, qui refusa l'aide du FMI, prit des mesures à l'opposé de celles qu'il voulait lui imposer²³. En 2003, elle était en meilleure position que les pays qui avaient suivi les recommandations du Fonds.

Pour leur part, parmi les pays de l'ex-bloc soviétique, bien peu ont retrouvé un PIB / PNB égal à celui d'il y a dix ans²⁴; pour les autres, la transition vers l'économie de marché s'est traduite par l'augmentation du nombre de pauvres et a fait la fortune d'un très petit nombre. En Russie le niveau d'inégalités est catastrophique. Une poignée d'amis d'Eltsine sont devenus millionnaires mais l'Etat ne peut pas payer les 15 dollars mensuels des retraites. La Chine, qui n'a pas suivi les recommandations du FMI, présente un contraste flagrant avec l'échec russe²⁵ : le recul de la pauvreté y est spectaculaire, 350 millions de pauvres en 1990 ; 208 millions en 1997²⁶. La privatisation y est partielle mais effectuée avec le soutien de la population. La Chine a mis en place une destruction « créative », éliminant les usines anciennes pour en créer de nouvelles et des millions d'entreprises ont été créées²⁷...

Bref, les auteurs font la même constatation : la mondialisation a fait reculer la pauvreté à certains endroits, mais elle nécessite des règles. La démocratie implique des débats y compris sur la politique économique ; les pays pauvres y ont droit (p. 92). Si Yunus s'engage dans l'action au contact des pauvres, Stiglitz lui, reste dans le discours et exprime le recul du FMI, focalisé sur les chiffres de la croissance et non sur la population. Le développement des pays pauvres est dépendant des investissements étrangers, de prêts équitables et d'accords permettant l'accès aux marchés mondiaux. Les négociations entre le FMI et les pays pauvres devraient déboucher sur un consensus. Yunus porte sur la pauvreté un regard neuf. Il mise sur le dynamisme des pauvres, échafaude à leurs côtés les premières esquisses du *social business*, qu'il voit comme la pièce manquante du système capitaliste (p. 171) et la solution pour traiter les enjeux qui lui sont actuellement étrangers. C'est le livre d'une aventure humaine.

J. Stiglitz présente le FMI comme au service des intérêts et l'idéologie financière

²³ Le gouvernement baissa les taux d'intérêt, demanda le rapatriement des devises et gela le rapatriement des capitaux étrangers.

²⁴ Seules la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et la Slovaquie s'en sont bien sorties. La production de la Moldavie a baissé d'un tiers sur 10 ans, comme en Ukraine. L'espérance de vie a reculé de 3,7 années en Russie et 2,83 en Ukraine²⁴ et les dépenses des ménages ont diminué dans les mêmes proportions que le PIB. Fin 1989, 2% des habitants de la Russie vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Fin 1998, 23,8% se retrouvent sous le seuil de 2 \$ par jour et par personne. Aujourd'hui, 40% des Russes vivent avec moins de 4 \$ par jour et plus de 50% des enfants vivent dans des familles pauvres.

²⁵ La Chine a connu une croissance de plus de 10 % dans les années 1990, la Russie une récession de -5,6%.

²⁶ Moins de 1 \$ par jour (p. 293).

²⁷ Elle est devenue la première destination des investissements directs étrangers parmi les pays émergents et la 8^e du monde. Les Chinois ont cherché aussi la stabilité et introduit la concurrence.

occidentale et peu ouvert au débat, désireux de rester seul maître à bord, allant jusqu'à étouffer la proposition de 100 milliards de dollars du Japon en 1997 pour la création d'un fonds monétaire asiatique. Son livre *La grande désillusion* (la sienne ?) est un réquisitoire contre les méthodes du FMI. À l'inverse de celui de Yunus, le regard, celui du FMI, porté sur la pauvreté se fait avec tant de recul que tout rapport à l'humain disparaît. Le lecteur est parfois un peu agacé d'autant de critiques de la part d'un économiste, acteur pendant un temps de la Banque Mondiale.

On peut se demander quelle est la pertinence du FMI à traiter les problèmes économiques mondiaux des pays en développement s'il défend à ce point les intérêts des nations développées. Depuis la parution de l'ouvrage, dans le discours au moins, James Wolfensohne, 9^e Président de la Banque Mondiale, déclarait qu'il allait accorder plus d'importance aux préoccupations sociales ; mais des réformes sont-elles possibles si elles vont à l'encontre des intérêts des grandes puissances ? Ou bien les militants antimondialisation seraient-ils les seuls capables de faire entendre un autre avis qui finira par pousser aux réformes ?

Chantal THIOLLIER-DUTILLEUL

Walden BELLO, *The future in the balance, essays on globalization and resistance*, édition et préface d'Anuradha MITTAL, Quezon City, University of the Philippines Press, 2001, xx-312 p.

L'ouvrage présente une sélection d'articles portant sur l'impact de la globalisation économique dans les pays du Sud et en analyse particulièrement les conséquences sur l'Asie orientale. Ecrits entre 1997 et 2001, 24 essais parus dans des ouvrages collectifs²⁸, des périodiques d'analyses économiques²⁹, ainsi que dans divers rapports³⁰, sont regroupés dans le présent volume. Divisé en cinq parties, le recueil présente successivement les déficiences du système de Bretton Woods (« The Bretton Woods system in Crisis »), les causes de la crise financière asiatique (« Speculative capital and the Asian Financial Crisis »), le rôle des Etats-Unis dans le processus de globalisation (« The US : Globalization, Geopolitics and Unilateralism »), ainsi que les enjeux des contre-pouvoirs (« The struggle for the future »). L'ouvrage se termine

²⁸ INTERNATIONAL FORUM ON GLOBALIZATION & Sarah ANDERSON, *Views from the South*, Oakland, Food First Books, 2000, 194 p. ; THOMPSON Katherine & WILKIN Peter, eds., *Globalization in the South*, New York, St Martin's Press, 1997, 235 p. ; *Global Finance : New Thinking on Regulating Speculative Capital Markets*, London, Zed Books & Focus on the Global South, 2000 ; ROBISON, Richard *et al.*, *Politics and Markets in the Wake of the Asian Crisis*, Londres, Routledge, 2000, 373 p.

²⁹ *Far Eastern Economic Review*, *Business World*, *Hangyoreh Shimun* (Corée), *Asashi Shimun* (Japon), *International Herald Tribune*, *The Nation*.

³⁰ *Focus on Trade* ; *Food First Backgrounder*.

enfin par les Philippines, auxquelles tout un chapitre est consacré (« The Philippines from Cory to Gloria). En soi, il s'agit d'un très bon résumé de la pensée et du parcours de l'auteur, Walden Bello (1945-...). Cet analyste et professeur de sociologie à l'Université des Philippines, diplômé de Princeton, est en effet connu dans les milieux activistes et intellectuels comme l'un des critiques les plus virulents de la globalisation économique. Ses écrits, portés par une vision régionale, invitent à repenser le développement économique, la démocratie et les droits de l'homme de concert, dans une perspective asiatique dépassant les frontières des Etats. Cette vision est au cœur de l'ouvrage qui allie lecture sociopolitique et analyse économique.

L'auteur mérite ici quelques mots. Figure clé du mouvement pour la démocratie aux Philippines dans les années 1970, Walden Bello coordonne la « Coalition contre la Loi Martiale » lors des premières années de la dictature de Marcos et établit à Washington un lobby pour les droits de l'homme aux Philippines. Arrêté à de nombreuses reprises, il s'illustre par des actions non-violentes de grande envergure. En 1978, il organise l'occupation du consulat des Philippines à San Francisco, puis quelques temps après il pénètre illégalement dans les locaux de la Banque Mondiale à Washington où il dérobe 3000 pages de documents confidentiels. Ces dossiers, qui attestent du soutien des institutions financières internationales au régime de Marcos, sont retranscrits dans son livre *Development Debacle: the World Bank in the Philippines* (1982). Bello débute alors une analyse poussée des institutions de Bretton Woods en étudiant tout particulièrement les nouveaux pays industrialisés d'Asie. Enfin, il publie sa critique du miracle économique asiatique dans *Dragons in Distress*, écrit six ans avant la crise. Loin de substituer la critique à la solution, il travaille à promouvoir des modèles alternatifs de développement, afin de libérer, selon ses mots, les pays du Sud de leur dépendance vis-à-vis des capitaux étrangers. Co-fondateur en 1995, puis directeur exécutif, de « Focus on Global South », il travaille activement à l'organisation et à la formation des mouvements de masses pour que ces derniers prennent en main les problèmes de développement sud-est asiatiques et contrebalancent l'expertise du FMI et de la Banque Mondiale.

Dans la première partie de l'ouvrage, l'auteur s'attaque à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) dont il voit la formation comme la conséquence directe d'un effort pour freiner le développement du Sud. Retraçant l'histoire économique des cinquante dernières années, Bello montre comment l'OMC a pris la place, sur la scène internationale, d'organisations plurielles beaucoup plus favorables aux pays du Sud telles la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (UNCTAD). Loin de prôner la réforme de l'institution, perdue à ses yeux, il se fait l'avocat d'un système où plusieurs organisations régionales se complèteraient et prendraient progressivement la place de l'OMC en utilisant les marges de liberté laissées par les diverses lacunes juridiques des dispositifs multilatéraux. La Banque Mondiale et le Fond Monétaire International ne sont pas de reste et le rapport Metzger, produit par l'*International Financial Institution Advisory Commission*, est présenté comme la confirmation des années de critiques portées contre la Banque Mondiale, le FMI et le monopole politique du G-7. Alors que les projets du premier ont un taux

d'échec de 60%, le second est responsable de la stagnation économique des pays du Sud, le tout servant les intérêts des riches pays décisionnaires.

Dans la seconde partie, l'analyse de la crise financière asiatique souligne la responsabilité des investisseurs étrangers qui, s'ils se cachent derrière l'excuse du *crony capitalism*, ne sont pas moins responsables de l'afflux massif de capitaux dans des projets hautement spéculatifs. Ce scénario, qui n'est pas inconnu de l'Amérique du Sud et dont la crise mexicaine de 1995 est révélatrice, a été fortement influencé par la presse des affaires que Bello accuse nominalement, avec ses experts expatriés de Singapour improvisés spécialistes. Il retrace d'ailleurs leur parcours, jeunes, optimistes et à la recherche de marchés miraculeux, ils ont pour beaucoup migré après la chute des marchés boursiers de New-York et de Londres dans les années 1980. Selon Bello il y a donc eu en Asie, en sus de la corruption et du clientélisme ravageur, une inconscience dans les investissements qui se sont fait sans garantie aucune, et ce sans tromperie de la part des acteurs locaux. Enfin, lors de leurs rares critiques du modèle de développement suivi par les pays de la région, les universitaires n'ont pas su reconnaître les dangers et ont, eux aussi, fait preuve d'un manque de jugement selon Bello, qualifiant les alertes de simple « pessimisme de gauche ». En conclusion, Bello annonce un retour à une économie fondée sur le marché local et les ressources financières domestiques, et l'abandon de stratégies centrées sur les exportations et les investissements étrangers.

La troisième partie s'attaque au monopole décisionnel des Etats-Unis et à leur poids écrasant dans la production et la richesse mondiales. L'auteur démonte point par point la rhétorique américaine en matière de commerce, son attitude unilatéraliste, et illustre largement son propos par l'exemple de la campagne antichinoise. Bien que Bello ne soit pas favorable à l'accès de la Chine à l'OMC, il fustige la décision américaine qui cache ses intentions protectionnistes sous des excuses humanitaires et sociales. Un article écrit en collaboration avec Marissa de Guzman analyse enfin les réformes agraires en Corée, au Japon, à Taiwan et aux Philippines. Soulignant l'échec de la politique philippine en la matière, les auteurs constatent que la redistribution des terres a porté ses fruits dans deux cas : lorsque les Etats-Unis soutenaient l'effort, en réaction à des mouvements de révolte (Taiwan, Japon, Corée) ou lorsque les changements ruraux eurent lieu dans le cadre d'une révolution plus large (Cuba, France, Chine, Russie). Les Etats-Unis soutenant l'élite philippine actuelle, les auteurs concluent au besoin d'un projet radical pour restructurer la société philippine dans son entier, seule préalable à une réforme agraire significative.

La partie suivante traite des mouvements de résistance et de la société civile en général. Bello y expose les problèmes des organisations souvent déchirées par la compétition et des conflits d'intérêts. Les trois points les plus sensibles étant la différence entre les ONG du Nord et du Sud dans leur vision et leur traitement des problèmes (approche simple ou plurielle), leurs relations avec les organisations mondiales et leurs rapports avec les gouvernements. Mais l'auteur montre aussi les points forts de la société civile, qui constitue un véritable contre-pouvoir et une organisation de plus en plus internationale dont le poids s'est fait ressentir à plusieurs

reprises, notamment lors des réunions de l'OMC à Seattle en 1999 et à Washington en 2000.

L'ouvrage consacre ensuite une partie aux Philippines en guise de conclusion. Passant le populisme en revue, Bello rapporte les observations de McCoy et montre que le pouvoir philippin vogue entre les familles des élites, à la richesse et aux privilèges anciens (Aquino, Osmenas), et les élites provinciales au pouvoir électoral et aux discours politiques faussement pro-populaire (Estrada, Zamora). Puis, après une présentation détaillée du clientélisme philippin, l'auteur entame une réflexion sur les événements d'« EDSA III », le « Mendiola Riot », lorsque les partisans d'Estrada essayèrent de le remettre au pouvoir. Il y explique que malgré la foule de manifestants payés entre 500 et 3000 pesos, le mouvement révèle un esprit populaire et un désir de changement. Les masses, menées pour beaucoup par l'opposition, ne se satisfont désormais plus de slogans de bonne gouvernance et d'anti-corruption : elles se mobilisent, ce qui aux yeux de Bello, fait sens pour le futur des Philippines.

L'ouvrage se conclut ainsi sur une ouverture au changement, dont la nécessité a été démontrée tout au long du recueil. *The Future in the balance* est un livre non seulement bien construit, mais aussi très bien écrit, ce qui le rend accessible à des non-spécialistes. Des articles courts alternent avec de longues analyses, facilitant une lecture toujours agrémentée d'exemples.

Elsa CLAVE

3. MALAYSIA ET PHILIPPINES, BILANS CONTEMPORAINS

Colin BARLOW & Francis LOH KOK WAH, eds., *Modern Malaysia in the Global Economy: Political and Social Change into the 21st Century*, Londres, Edward Elgar, 2001, 264 p.

Réunissant les contributions d'une douzaine d'auteurs (sept universitaires et cinq praticiens de haute volée) *Modern Malaysia in the Global Economy* rassemble pour l'essentiel les actes de la deuxième conférence bisannuelle Australie / Malaysia, qui s'est déroulée à Canberra en mai 2000. Les thématiques largement ouvertes vont ainsi de l'émergence de la Malaysia sur la scène internationale depuis son indépendance, jusqu'aux grandes évolutions macroéconomiques, à la crise et aux changements qui s'en sont suivis, à l'histoire politique et diplomatique et à la structure de la société.

De 1957 à la crise de 1997, la Malaysia fait l'expérience d'une croissance forte, écho d'importants changements internes. La production progresse sur cette période à un rythme d'environ 5% par an, avec des pics à 9% sur la période 1988-97. Elle se tourne vers les exportations (96% du PNB dans les années 1990) dont les produits manufacturés (30% du PNB en 1997, 6^e exportateur mondial) représentent 80%, couplés aux services aux industries ; dans les années 1970, ils en représentaient à peine 10%. Ces produits ont ainsi tiré la croissance, grâce à un développement essentiellement centré sur l'électronique. L'inverse s'est produit pour l'agriculture qui n'a cessé de régresser en pourcentage du PIB. L'emploi s'est donc recentré sur l'industrie, avec 67% d'actifs travaillant, directement ou non (services), dans le secteur manufacturier. Le chômage a drastiquement diminué, les salaires ont augmenté. On a préféré miser sur la création d'emplois plutôt que sur celle de droits, d'où l'interdiction du droit de grève dans les services dits essentiels, une grande flexibilité du marché du travail et l'interdiction des syndicats dans les industries d'électronique, exportatrices les plus importantes. Dans le même temps, l'inflation dérisoire (3,5% sur la période 1987-96, grâce à une politique d'encadrement pour laquelle la *Bank Negara Malaysia* est mondialement réputée) couplée à une redistribution équitable ont fait chuter la pauvreté (9,6% en 1995, soit moitié moins qu'en 1985). La société s'est également urbanisée (53% de la population en 1995).

Ce succès s'explique par un héritage colonial (infrastructures, administration), une politique de développement cohérente et des ressources nationales importantes. Le pays a également bénéficié d'une localisation favorable aux investissements étrangers asiatiques, en provenance du Japon et des « Dragons ». De 1970 à 1990, la *New Economic Policy* (NEP) privilégia un angle social (discrimination positive envers les *bumiputra*, i.e. autochtones) tout en travaillant à améliorer les infrastructures et à promouvoir l'émergence de l'industrie. Le recours à l'épargne nationale via l'*Employee's Provident Fund* permit de ne pas trop dépendre des prêts extérieurs et de maintenir la dette extérieure à un niveau relativement faible pour un

pays en développement. Parallèlement, furent menés d'importants projets d'infrastructure (environ 20% du budget de chaque plan) : en 1995, 96% de la population avait ainsi accès à l'électricité. La *National Development Policy (NDP)* succéda à la NEP après l'épreuve de la crise de 1985, laquelle avait révélé le caractère irréaliste de plusieurs des objectifs sociaux de la NEP. 15,1% du budget fut alors alloué à l'éducation, rendant possible une diversification de la production des biens et services dans un futur proche. La priorité passait cependant à l'économie à travers une libéralisation massive (privatisations) et une concurrence ouverte : 8,7% de droits de douanes, un des taux les plus bas d'Asie ; exonérations fiscales pour les entreprises exportatrices ; plus grande ouverture aux investissements étrangers ; réduction des contrôles sur les flux financiers et les importations de migrants destinés aux emplois peu qualifiés. Cette ouverture volontaire fût remise en question après la crise de 1997, qui révéla le caractère arbitraire des politiques. Des mesures d'imposition du capital furent alors prises, mais elles ne durèrent que le temps de la reprise (1999-2000) ; seul fut maintenu – un temps – un contrôle des flux financiers à court terme. Les autorités rejettent ainsi la responsabilité de la crise sur le système monétaire international et sur le FMI qui a cherché à minimiser le principe d'aléa moral en cherchant à lever des fonds pour le compte des banques étrangères en difficulté dans les pays en crise.

Cela dit, la crise a permis d'exposer au grand jour des situations difficiles, comme celle des travailleurs pauvres qui se sont multipliés après 1997. Depuis 1991 et l'abandon de la discrimination positive, la politique de « laisser-faire » a oublié son autre vocation redistributrice comme c'était le cas sous la NEP, améliorant les exportations sans pour autant réduire l'inégalité qui, à l'inverse, s'est accrue. Au nom du profit, il y a eu une répression de la liberté de parole, des acquisitions foncières sans rétribution équitable, des détentions sans procès, etc. On parle désormais d'exploitation des uns (dotés de peu de droits) par les autres, ce que les syndicats et diverses ONG tentent de régler en mettant ces problèmes au cœur du débat politique. Des régions comme le Sarawak et Sabah soulèvent également des questions. Même si elles ont bénéficié d'un développement certain, d'importants problèmes demeurent : le partage des richesses naturelles pour la première et un léger retard dans le développement par manque de volonté politique pour la seconde, après l'échec de plans comme le *Sabah Action Blueprint*. Si l'*Outline Perspective Plan* a intégré ensuite davantage Sabah dans l'économie de marché, cette dernière demeure essentiellement locale et à la traîne par rapport au reste du pays.

Il y a fort à parier que sur les questions politiques, l'après Mahathir ne sera en rien différent de ses vingt deux ans au pouvoir. Son seul dauphin possible début 1998 était Anwar Ibrahim, vice-Premier ministre ambitieux mais qui n'avait pas les moyens de changer le projet *Wawasan 2020* mis en place par Mahathir. De par la mondialisation, les options sont en effet réduites, même si une vraie opposition de fond (en dehors d'une tenace rancune politique) subsiste entre les deux hommes. Le premier voit le développement économique comme la solution pour résoudre les problèmes, alors que le second s'appuie sur un nationalisme malais multiculturel

pour dompter l'économie et la mettre au service des petits travailleurs, fondé sur une 'idéologie' sensément présente dans le pays dès le XIX^e siècle, celle de « l'homme malais ».

Cette mutation de la société a déjà commencé, s'accompagnant d'un changement de sa structure : émergence d'une classe moyenne, d'une classe entrepreneuriale malaise (mais bien en dessous de l'objectif de la NEP de 30% de Malais), changement dans la démographie des différentes ethnicités. Les Chinois représentent désormais 28% de la population alors qu'ils étaient 40% après l'indépendance, et les Malais 50%. Leur présence demeure néanmoins importante pour le développement (ils ont amplement participé à la reprise après 1997), et c'est grâce à leur appui que l'UMNO a pu gagner les élections en 1999 après le renvoi d'Anwar Ibrahim. Le multiculturalisme demeure donc essentiel : c'est même la vitrine du pays, malmenée par un islamisme qui, de l'extérieur, peut sembler galopant, qui nie le droit des femmes en leur faisant infliger des punitions par des tribunaux islamiques aux jugements arbitraires et obscurantistes – injustices auxquelles des ONG comme *Sisters of Islam* tente de mettre fin, cette dernière jouissant d'une certaine popularité en Malaysia, puisque plusieurs journaux lui ont consacré des articles.

Dans la diplomatie également, les changements seront délicats. Avec la mise en place par Mahathir de la « *Look-East policy* », qui consiste à chercher en Asie – notamment au Japon – des valeurs permettant de renforcer la conscience asiatique pour se distancier de l'Occident, la Malaysia s'est donnée un rôle important qui ne pourra être abandonné de si tôt. D'autant qu'à en juger par l'attitude hautaine (ou vécue comme tel) des Australiens, souvent accusés de mener une politique néocoloniale envers la Malaysia en la critiquant régulièrement sur ses atteintes aux droits de l'Homme, l'axe ne devrait pas se modifier : il s'inscrit dans le prolongement de la coopération avec le « Sud » que Mahathir souhaitait défendre des pays industrialisés.

Malgré quelques conflits avec Singapour, l'Indonésie et les Philippines, l'ASEAN est également un élément majeur de la diplomatie depuis l'adhésion de la Malaysia en 1967. Globalement, l'organisation fonctionne bien, même si le bilatéralisme prime la plupart du temps. On note une certaine complaisance vis-à-vis de ses voisins, comme le prouve l'exemple du Timor Oriental pour lequel la Malaysia n'a jamais protesté contre l'occupation indonésienne. Elle s'est en revanche empressée de le reconnaître une fois son indépendance admise par la communauté internationale et lui a proposé son aide. On parlera ici de « pragmatisme réaliste dans son voisinage », quand « l'éthique » est destinée aux conflits lointains (conflits israélo-palestinien ou Bosnie-Serbie sur lesquels les positions étaient plus courageuses).

Bien que membre de l'Organisation de la Conférence Islamique (OIC) dont le *Tunku Abdul Rahman* (Premier ministre de 1957 à 1970) fut le secrétaire-général, la Malaysia préfère souvent s'engager seule sur la question musulmane, lassée du manque de réactivité de l'OIC : même si elle a souvent critiqué le fonctionnement de l'ONU, notamment l'immobilisme de son conseil de sécurité, elle préfère donc intervenir par son truchement.

À travers la multiplicité des points de vue tout comme celle des sujets abordés, *Modern Malaysia in the Global Economy* permet d'entrevoir la diversité des changements en Malaysia depuis cinquante ans, sous les divers angles économique, social et politique. Cette caractéristique en fait sa richesse principale, puisque chacun des auteurs (par ailleurs chercheurs respectés) est un expert dans son domaine, à même donc d'identifier les problématiques à retenir tout comme les défis futurs, le tout sans tabou (question islamique). On peut donc dire que c'est une approche à la fois cohérente et honnête sur le développement de la Malaysia, suffisamment fournie pour en avoir une idée précise mais assez variée pour donner l'envie de s'y pencher davantage.

Renaud BARNE

KRINKS, Peter, *The Economy of the Philippines, Elites inequalities and economic restructuring*, London & New-York, Routledge, 2002, 262 p. (11 New Fetter Lane, London EC4P 4EE et 29 West 35th Street, New York, NY 10001).

L'ouvrage se présente comme une tentative d'analyse du développement inégal de l'économie des Philippines en termes de différences de revenus, de richesse et de niveaux de bien-être. L'auteur, Peter Krinks, professeur associé honoraire au département de géographie humaine de la Macquarie University (Australie) part du constat suivant : dans les années 1980, l'économie des Philippines se trouve dans une situation exceptionnelle par rapport à celle d'autres Etats d'Asie ou de l'ASEAN, car elle n'est pas en pleine expansion mais en chute libre. La croissance ne reprend qu'à partir de 1993, et à un taux bien inférieur à celui que le reste de l'Asie du Sud-Est avait connu dix ans plus tôt. L'intention de l'auteur est ambitieuse, mais pas démesurée : il s'agit pour lui d'expliquer cette situation originale en Asie du Sud-Est et d'offrir au lecteur, même peu initié, le panorama explicatif le plus complet possible. Aussi l'ouvrage fait-il date : c'est l'un des plus exhaustifs et récents sur le sujet, et certainement l'un des manuels les plus recommandés aux étudiants pour son caractère didactique. Il n'y a que peu, voire pas, d'ouvrages aussi généraux sur la question, concernant davantage la politique économique que l'économie pure – en revanche, les études plus ciblées sur certains aspects de l'économie philippine sont nombreuses, à l'exception, pour la période post-1997, des ouvrages de Josef T. Yap (ed.)¹, Dante B. Canlas & Fujisaki Shigeaki² et du *Pusat Penelitian Sumberdaya Regional*³.

¹ *The Philippines beyond 2000 : an economic assessment*, Makati City, Philippine Institute for Development Studies, 2002, 654 p.

² *The Philippine economy: alternatives for the 21st century*, Chiba, Institute of Developing Economies & Japan External Trade Organization (JETRO), 2000, 271 p.

³ *Impact and response to crisis in the Philippines*, Jakarta, Research Center for Regional Resources, Indonesian Institute of Sciences, 2004, 160 p.

La structure de l'ouvrage de Krinks est à la fois chronologique et thématique : les trois premiers chapitres (« Understanding uneven development in the Philippines » ; « The emergence of the space economy » ; « Disparities in development at the end of the twentieth century ») relèvent de l'approche historique ; alors que les trois suivants (« The impact of restructuring in the primary sector » ; « Restructuring in the industrial sector » ; « Growth and problems in the service sector ») abordent un à un les différents secteurs de l'économie et leurs caractéristiques. Enfin, le dernier chapitre, « The struggle against uneven development », rassemble les éléments principaux de la restructuration du développement partout dans l'archipel.

On peut ainsi résumer l'ouvrage en reprenant la succession des sept grands chapitres, que viennent compléter ici et là des cartes des Philippines :

Le premier chapitre (pp.1-13) annonce la thèse et l'ambition de Peter Krinks : expliquer les sources du développement inégal des Philippines. Y sont abordés quelques éléments historiques ainsi que le rôle de grandes institutions étatiques et de la famille, dont les solidarités sont souvent mises en avant par certains auteurs comme éléments compensateurs des défaillances de l'Etat.

Le second chapitre (pp.14-53) résume le processus d'émergence d'une élite socio-économique à travers les siècles et mentionne les changements en matière d'activité économique et de spécialisation régionale. Ainsi, les îles et groupes ethniques des Philippines évoluèrent au gré de leurs contacts avec les flux commerciaux en provenance d'autres régions asiatiques, avec l'Islam, puis au rythme de la conquête espagnole et du commerce avec les pays capitalistes industrialisés – autant d'éléments qui doivent être pris en compte pour comprendre le développement global de l'économie philippine actuelle. L'auteur étudie également d'autres paramètres – ceux de l'environnement biophysique – tels la diversité physique de l'archipel, du climat à son extension géographique. Il revient sur l'importance des différentes phases de l'histoire philippine qui conditionnèrent l'économie de l'archipel. Une longue période d'une durée indéterminée précéda le commerce maritime des Philippines avec d'autres parties de l'Asie. Vint ensuite le temps du commerce avec la Chine, le Japon et de nombreuses autres régions asiatiques, d'il y a 2000 ans à la fin du XVI^e siècle. La première période de la colonisation espagnole (1565-1780) puis la seconde (1780-1898), incroyablement ouvertes au commerce mondial, marquèrent un autre grand jalon du développement de l'économie philippine. Enfin, les débuts de l'indépendance (1946-72) puis la dictature (1972-1986) contribuèrent largement à la restructuration de l'économie ; depuis la restauration de la démocratie en 1986 jusqu'à aujourd'hui, d'autres tentatives de restructuration se sont succédées.

Le but (second) de l'ouvrage est également de comprendre la formation et la permanence des élites aux Philippines. Le premier chapitre est l'occasion pour l'auteur de souligner que les élites ont progressivement quitté leurs terres pour s'installer dans les capitales régionales, dès le XVIII^e siècle et durant le XX^e siècle. Elles ont peu à peu investi leurs rentes et profits dans la propriété urbaine alors qu'en même temps, les riches urbains ont acheté des terres. Ce processus de va-et-vient draine davantage de capital dans le foncier rural que les seuls surplus des

commerçants. On ne peut que noter que la liste des familles composant l'élite philippine est demeurée remarquablement stable durant toute la seconde moitié du XX^e siècle.

Le troisième chapitre (pp. 54-95) décrit l'économie depuis la chute de Marcos et examine plus précisément la manière dont le pays s'est remis de la crise, en relation avec l'accroissement des échanges internationaux et la distribution régionale et sociale des bénéfices de l'activité économique. Les accords du Plaza (1985), qui enclenchent la hausse du yen par rapport au dollar, les négociations dans le cadre du GATT puis de l'OMC, les accords régionaux comme l'ASEAN ou l'APEC, ont constitué un cadre favorable aux investissements en Asie du Sud-Est. Toutefois, aux Philippines, Marcos laisse derrière lui en 1986 une situation économique désastreuse : en termes réels, le PNB par habitant est inférieur à celui de 1975, le taux de chômage est élevé et six millions de familles vivent sous le seuil de pauvreté. Cependant, sous Cory Aquino, l'économie repart, puis ralentit sous Ramos après 1993, la persistance de problèmes sociaux et l'explosion du Pinatubo ne faisant qu'empirer les choses. C'est alors qu'arrive la crise de 1997. Les années de croissance économique intermittente après 1986 ont pour conséquence une répartition inégale des profits, en termes sociaux mais aussi spatiaux. C'est sans doute dans ce dernier type d'analyse que Peter Krinks excelle, de par sa formation de géographe. La reprise économique est principalement concentrée dans certaines industries manufacturières et de construction, dans certains services destinés à l'export. Même si l'économie est bouleversée par la crise de 1997-98, les Philippines résistent, sans doute, mieux que la plupart de leurs voisins selon l'auteur, parce qu'elles ont déjà été contraintes de réformer leur secteur financier et se trouvent moins exposées au déficit extérieur court terme. Néanmoins, la faiblesse de l'Etat demeure bien visible dans le haut degré de corruption et d'évasion fiscale. Les tentatives d'augmentation des taxations ne sont pas couronnées de succès. Les bénéfices de la croissance proviennent principalement du capital, des grandes corporations plutôt que des petits fermiers. Les propriétaires de larges conglomérats appellent de plus en plus de leurs vœux une dérégulation et l'ouverture de l'économie, soutiennent le président Ramos contre les petits capitalistes et les tenants d'une ligne plus nationaliste en faveur des industries domestiques. C'est pourquoi la période Estrada ne met pas fin aux situations patrimoniales. Le résultat majeur est un renforcement des liens entre l'économie philippine et l'économie mondiale.

La question est abordée dans les trois chapitres suivants sur une base sectorielle, en esquissant les contours des principaux programmes officiels. Les mutations du secteur primaire (agriculture, pêche, forêt, ch. 4, pp. 98-142), essentiellement après 1986, ne se conçoivent que rapportées à la réforme agraire de la présidence Aquino, sans pour autant oublier le rôle plus mineur d'autres mesures circonstancielles telles la *Magna Carta for Small Farmers* (1991). Après un examen méthodique de l'agro-industrie (riz, maïs, sucre, noix de coco, café, cacao, tabac, huile de palme, pêcheries et industries forestières), l'auteur analyse l'expansion continue du *business* agricole tant domestique qu'étranger, qui n'a pas empêché la part du secteur primaire dans le PNB de chuter de 30 à 20% de 1986 à 1999. La faiblesse de l'organisation des

transports et des communications limite en effet la diversification et la commercialisation des produits. Le secteur industriel, qui s'entend ici hors agro-industrie (chapitre 5, pp. 143-187) comprend les mines, l'énergie et les industries manufacturières, qui furent la priorité des divers plans de développement économique étatiques.

Le chapitre 6 (pp. 188-219) met en évidence le rôle croissant des liens transnationaux, particulièrement en termes de flux de capitaux et de technologies dans les industries de télécommunications et les industries financières. En passant de 35% du PIB en 1981 à 46% du PNB en 2001, le secteur tertiaire, globalisé « par excellence », en devient le premier contributeur. L'une des caractéristiques majeures de l'évolution des services est sans nul doute leur intégration croissante dans l'ensemble de la région est-asiatique, plus que leurs liens avec les anciennes puissances coloniales.

Enfin, le dernier chapitre (pp. 220-229) montre comment les récents flots d'investissement, alliés aux mutations du commerce international à l'échelle mondiale, ont entraîné des changements dans la gouvernance politique (la loi bancaire de 2000 permettant aux banques de disposer de plus de souplesse). Au même moment, ces flux ont contribué à élargir le fossé entre riches et pauvres, comme dans de nombreux pays développés, même si le nombre de pauvres a diminué, comme ce fut le cas dans les pays nouvellement industrialisés d'Asie de l'Est et du Sud-Est avant la crise de 1997 et le ralentissement de la croissance. Cette dernière partie se fait de surcroît plus prospective.

Ainsi, l'ouvrage de Peter Krinks permet de dresser un bilan très exhaustif de l'évolution de l'économie aux Philippines et des différents paramètres à prendre en compte dans l'explication de l'inégalité régionale du développement. Toutefois, cette exhaustivité a le défaut de ses qualités : elle frise parfois l'étude ciblée sur un domaine très particulier (comme les paragraphes spécifiques à l'acier, à l'industrie automobile ou encore aux minéraux dans le chapitre 5), la perte de la simplicité était sans doute le prix à payer. Dans le même sens, on ne s'attendrait peut-être pas à trouver, dans un livre d'économie, des passages aussi détaillés sur le rôle de « l'environnement biophysique », de « la diversité physique » des Philippines. Là encore, une telle approche se singularise par son originalité et Peter Krinks a parfaitement su exploiter une autre de ses compétences : qui parle d'inégal développement économique ne peut taire les inégalités géographiques, à la fois causes et conséquences de ce dernier. De fait, la géographie humaine constitue un allié précieux de l'analyse économique.

Élise BAS